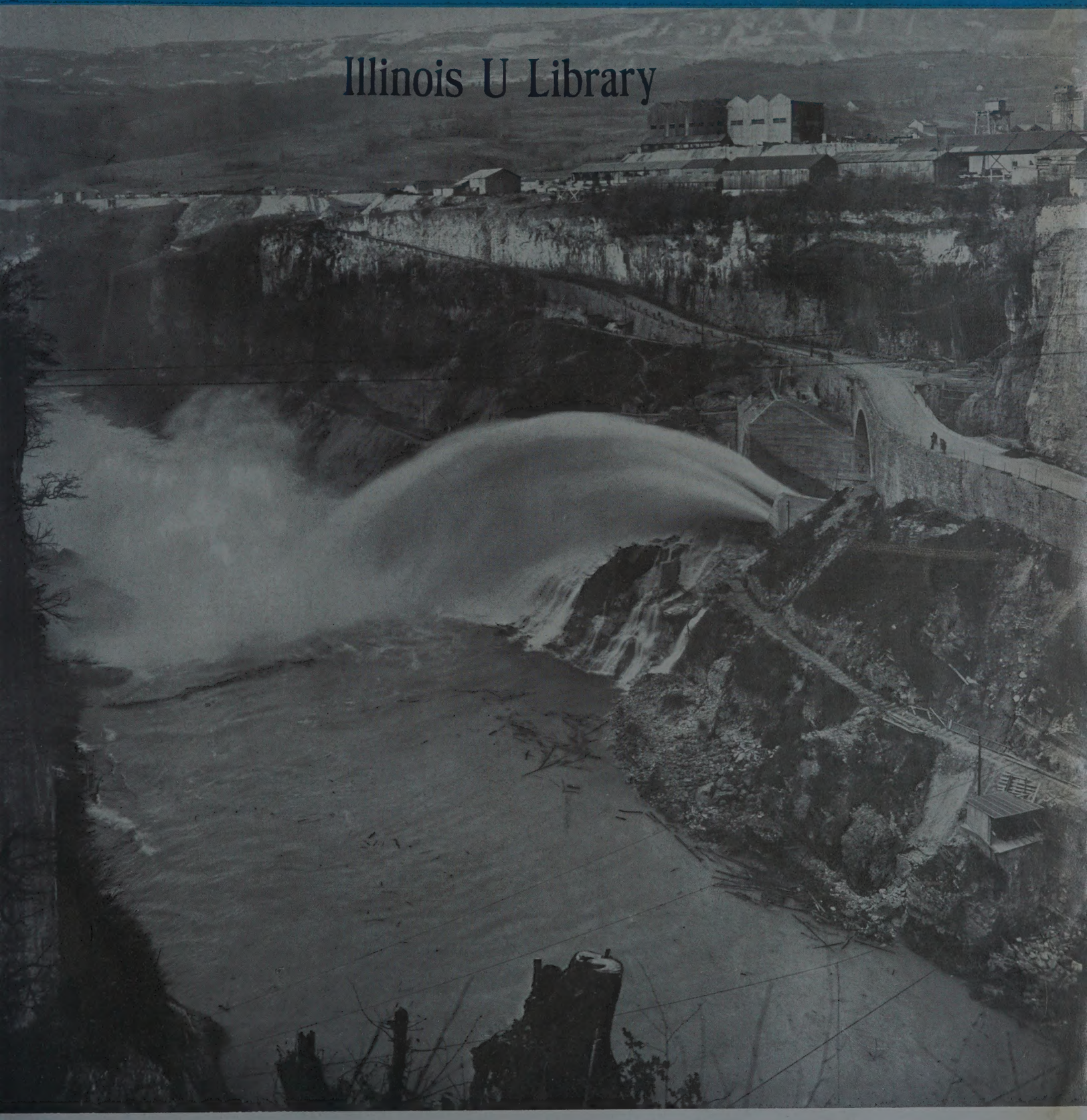
France ILLUSTRATION

N° 123 — 7 FÉVRIER 1948 — 50 FRANCS

Illinois U Library



LA MISE EN EAU DU BARRAGE DE GÉNISSIAT

La mise en eau du barrage de Génissiat, inauguré par M. Robert Lacoste, ministre de la Production industrielle, le 19 janvier dernier, est maintenant terminée. En aval du barrage, les eaux jaillissent hors de l'évacuateur de la rive droite en une gerbe s'élevant à plus de trente mètres de haut, que l'on se propose d'illuminer plus tard et qui donne déjà une idée de la force prodigieuse qui entraînera bientôt les turbines. (Voir dans ce numéro l'article sur cette grande œuvre française.) Phot. E. Boyer, Lyon.

PHOTO FOUILLOUX - AVENIR PUBLICITÉ

Illinois U Library

France
ILLUSTRATION

GEORGES OUDARD
DIRECTEUR GÉNÉRAL

QUATRIÈME ANNÉE • NUMÉRO 123 • 7 FÉVRIER 1948

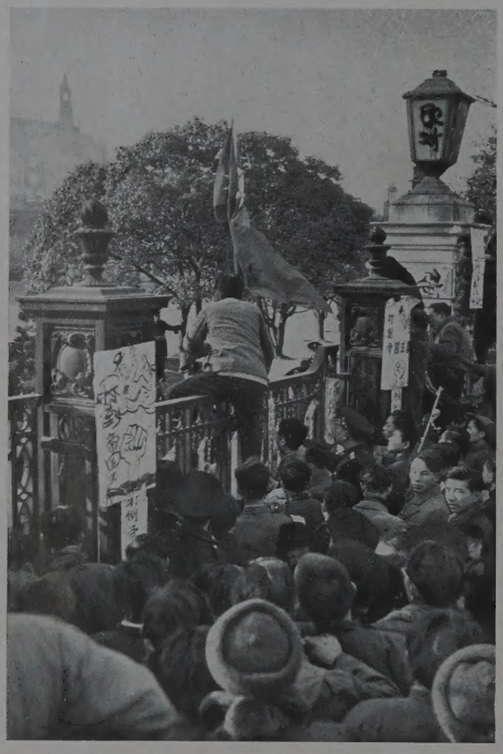
INAUGURATION DU NOUVEAU PONT DE PONTOISE

M. Christian Pineau, ministre des Travaux publics, a inauguré, le 27 janvier dernier, à Pontoise, le nouveau pont, lancé sur la Seine depuis la libération, qui remplacera désormais l'ouvrage provisoire en bois, lequel avait été construit après les bombardements de 1940 et reconstruit à nouveau en 1944. Le ministre, accompagné de M. Ziwès, préfet de Seine-et-Oise, coupe le ruban symbolique et ouvre ainsi le pont à la circulation routière vers Rouen, Le Havre ou Beauvais et le Nord.

Phot. *France-Illustration* (H. Parnotte).

Un cargo pétrolier américain qui s'était trouvé bloqué par les glaces sur l'Hudson a dû être dégagé par un brise-glace.

Le général Dame, mort pendant sa captivité en Allemagne, a été inhumé au cimetière de la petite ville d'Haubourdin (Nord), qu'il avait défendue en juin 1940.



JANVIER
5e SEMAINE

De violentes manifestations antibritanniques ont eu lieu à Shangaï, devant le consulat de Grande-Bretagne.

Les ministres communistes tchèques Dolansky et Nosek sont accusés à Prague de préparer un complot armé.

Une exposition réunissant des spécimens des plus beaux chats de toutes les races s'est ouverte à Paris le 30 janvier.

ÉVÉNEMENTS DU MONDE

L'organisation de l'Europe occidentale. — *Le 29 janvier, à Luxembourg, les ministres belges, hollandais et luxembourgeois se réunissent pour mettre au point l'accord douanier de Benelux et examiner les propositions d'alliance avec la France et la Grande-Bretagne formulées par M. Bevin le 22 janvier (voir page 127).*

Les ministres de la Défense nationale des Pays-Bas et de Belgique se rencontrent, le 26 janvier, à Bruxelles.

L'organisation de l'Europe orientale. — *La* Pravda, *organe officieux du gouvernement soviétique, désavoue le projet de Fédération balkanique préconisé par M. Dimitrov, président du Conseil bulgare. Cependant, une réunion du Kominform se serait tenue à Belgrade vers la mi-janvier.*

Un accord commercial russo-polonais est signé, le 27 janvier, à Moscou, ouvrant à la Pologne un crédit de 450 millions de dollars.

La tension en Méditerranée. — *En Grèce, l'activité des rebelles reprend dans la région de Konitza (voir page 131), tandis que les troubles se poursuivent en Palestine.*

L'U. R. S. S. proteste, le 27 janvier, auprès du gouvernement de Washington contre la présence de navires de guerre américains dans les ports italiens, en dépit du traité de paix avec l'Italie qui prévoyait le retrait de toutes les forces armées des puissances alliées pour le 15 décembre 1947. On apprend que l'U. R. S. S. avait déjà protesté, le 21 janvier, à Londres et à Washington, contre la reconstruction par les Américains de la base aérienne de Mellaha (Libye) en invoquant les mêmes arguments. Le gouvernement de Washington décide de rejeter les deux notes soviétiques.

Le problème autrichien et allemand. — *Un accord est conclu, le 27 janvier, entre les gouvernements français, britannique et américain pour retirer progressivement le charbon de la Sarre du pool allemand et pour l'attribuer à la France en quantités croissantes en 1948 et en totalité (12 millions de tonnes) à partir du 1er janvier 1949.*

Le Conseil de contrôle allié se réunit à Berlin, le 31 janvier, pour discuter de la réforme monétaire en Allemagne.

Le problème monétaire international. — *Le gouvernement français fixe, le 25 janvier, les nouvelles parités du franc et décide la création d'un franc-exportation et d'un marché libre du dollar et de l'escudo portugais.*

Le Fonds monétaire international fait savoir le même jour qu'il n'envisage pas de prendre des mesures contre la France, bien que la dévaluation du franc constitue un coup sévère pour les accords de Bretton Woods. Un communiqué publié le 25 janvier par le Foreign Office et le ministère français des Affaires étrangères affirme le désir des deux gouvernements de continuer leur coopération.

Le 26 janvier, sir Stafford Cripps, chancelier de l'Echiquier de Grande-Bretagne, fait une importante déclaration à la Chambre des communes « et annonce que la livre sera protégée par des mesures particulières ».

Le 28 janvier, M. Marshall, secrétaire d'Etat américain, déclare que la dévaluation du franc est conforme au plan des Seize.

FRANCE. — *Les projets monétaires du gouvernement posent un grave problème de politique intérieure. Le président du Conseil expose, le 26 janvier, devant l'Assemblée nationale le projet gouvernemental sur le marché des devises et de l'or (voir page 128). Ce projet est rejeté, le 27 janvier, par le groupe parlementaire socialiste et par la commission des finances.*

Au Conseil de la République, les communistes perdent, le 27 janvier, les présidences des commissions de la Guerre, de la Production industrielle et de la Reconstruction. A l'Assemblée nationale, ils perdent, le 28 janvier, les présidences des commissions des Affaires étrangères et de l'Intérieur.

Union française. — *Au cours d'une conférence de presse à Saïgon, M. Bollaert, haut commissaire de France en Indochine, déclare, le 29 janvier, que toute discussion future avec Ho Chi Minh est écartée définitivement par la France. Le même jour, Tran Ngoc Danh, chef de la délégation du Viet-Nam en France, est arrêté.*

Un cyclone dévaste l'île de la Réunion, dans la nuit du 26 au 27 janvier. On déplore une centaine de morts ; les dégâts s'élèvent à plus de un milliard.

LA POSITION BRITANNIQUE

Pendant deux journées, à la Chambre des Communes, se sont déroulées deux longues séances, où des décisions ont été prises relativement à la politique extérieure du Royaume-Uni et dont les conséquences sont de la plus grande importance pour la politique mondiale. La première de ces séances a été entièrement consacrée au discours de M. E. Bevin et aux réponses qu'il a faites, à la fin de son exposé, aux questions qui lui ont été posées par un certain nombre d'honorables membres de l'Assemblée. La seconde journée des débats a permis à l'opposition, en la personne de son chef, M. Winston Churchill, d'apporter une adhésion complète à la politique nouvelle définie par le chef du Foreign Office. Le premier ministre, le major Attlee, a pu clore la session, après avoir repris, avec la force que lui donnait cette unanimité, les arguments de la nouvelle doctrine de son gouvernement. Le régime parlementaire en Angleterre nous montre ainsi, une fois de plus, combien son fonctionnement reste régulier et constant.

Le discours de M. Bevin s'analyse en quatre parties : les faits qui caractérisent l'Europe à l'heure actuelle, leurs conséquences et la position de la Grande-Bretagne à ce sujet, les décisions à prendre pour y remédier et, enfin, par quelles méthodes on peut y parvenir. Les deux premières parties sont précises et ne laissent place à aucune interprétation, les deux dernières sont des propositions générales et susceptibles de règlements assez variés ; en poussant plus loin notre analyse, nous pourrions dire que le chef du Foreign Office, d'une part, constate les erreurs faites pendant un passé récent et, partant de cette base bien établie et se tournant vers l'avenir, cherche à en atténuer les effets par les moyens qu'il croit les meilleurs. M. E. Bevin, ce faisant, reste bien dans la tradition britannique : la politique extérieure des gouvernements de Londres n'a-t-elle pas été constamment dictée par une *réaction* contre toutes les menaces dirigées contre le Royaume-Uni, réaction suivie par des *initiatives* propres à les enrayer ? Au demeurant, pour nous en rendre compte, suivons l'argumentation du ministre.

Depuis la Conférence de Yalta, en février 1945, avant même la fin des hostilités, l'U. R. S. S. a fait une politique indépendante, ne tenant aucun compte des engagements auxquels elle avait souscrit, d'une part, avec ses deux alliés, l'Angleterre et les U. S. A., et, d'autre part, absolument contraire aux principes de la Charte des Nations Unies, c'est-à-dire la pratique de coopération internationale par le respect de la souveraineté des Etats. Les résultats de cette attitude sont ceux que nous constatons aujourd'hui : il y a en Europe un bloc oriental, où des Etats ont été soumis par la violence à l'influence politique et économique de Moscou. Etats policiers, déclare M. Bevin. Ils sont liés entre eux par des traités qui sont ouvertement annoncés comme préparatoires à des accords plus étroits encore qui paraissent être une étape prochaine vers une intégration dans l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques. Le refus russe du 2 juillet dernier de collaborer avec les Etats-Unis d'Amérique, la création du Kominform en octobre, l'opposition du Kremlin à un règlement acceptable de l'Allemagne à Lancaster House, en décembre, ont achevé de séparer la Russie du reste du monde et permis de bien voir les ambitions qui animaient ses dirigeants et, surtout, les moyens dont elle entendait se servir. Car, constate le ministre britannique, hors de ce domaine qu'elle vient de se tailler dans le continent européen, l'U. R. S. S. poursuit une lutte qui met en danger la civilisation que l'Angleterre représente et qu'elle entend défendre. M. Bevin fait allusion alors à l'action des partis communistes de France et d'Italie et il ajoute : « Nous avons des informations sur les dates presque précises auxquelles ces troubles devront éclater... »

La Russie porte la responsabilité d'une situation déplorable, qui a trop duré : l'Europe orientale est subjuguée et par la violence et la ruse, et la police des Etats a perdu toute indépendance. Et le chef du Foreign Office en arrive à cette conclusion capitale ; nous en reproduisons les termes :

« Personne ne s'oppose à l'idée de l'unité européenne, mais le problème qui se pose est de savoir si cette unité se réalisera sous la domination ou le contrôle d'une des grandes puissances. Si l'une des puissances poursuit, directement ou indirectement, une politique de domination de l'Europe, nous sommes amenés à conclure que cette politique mène inévitablement à une autre guerre mondiale. »

L'Angleterre reste donc fidèle à ses traditions : il ne peut lui convenir qu'une hégémonie s'établisse sur le continent. Comme elle s'est opposée par deux fois aux tentatives françaises, comme elle l'a fait par deux fois encore contre les entreprises germaniques, elle résistera à la menace russe qu'elle vient de dénoncer avec preuves à l'appui.

Telles sont les bases de la doctrine politique établie par le Foreign Office : il fallait en tirer des conclusions pratiques, et voici les propositions qui en découlent :

L'Angleterre propose une « organisation de l'Europe occidentale », de renforcer cette Europe occidentale par la coopération des territoires d'outre-mer qui relèvent d'elle, et, enfin, d'utiliser au maximum la collaboration américaine.

L'ordre même dans lequel les buts sont présentés montre que le plan Marshall n'est qu'un moyen dans le redressement de l'Europe, et que le problème fondamental est la reconstitution du continent. L'idée nous paraît fort juste, malgré qu'elle vienne un peu tard dans l'esprit des hommes d'Etat britanniques. Nous n'avons cessé de répéter que la guerre était partie d'Europe en 1914 comme en 1939, qu'elle ne s'en était écartée que pour y revenir, et qu'abandonner l'Europe à la fin d'une guerre dont elle restait l'enjeu, c'était courir tous les risques d'une paix impossible. Quoi qu'il en soit, l'Angleterre propose que l'on fasse une Europe avec ce qu'il en reste. Les termes mêmes dont le ministre britannique s'est servi pour caractériser son projet indiquent qu'il n'en a pas tracé les limites exactes : il s'agit d'organisation, d'intégration, d'union. Le fait que les territoires d'outre-mer devront coopérer à cet « organisme » vient rendre plus insaisissable encore la notion de cette Europe occidentale : comme toujours, l'Angleterre, cœur du Commonwealth, doit concilier sa politique mondiale et sa politique européenne. Il est bien évident que le soutien des U. S. A. n'est pas minimisé, mais il est réduit à son seul aspect économique. On se rend compte que M. Bevin a voulu donner à son initiative un tout autre caractère que celui qui découle des conférences des Seize. Il ne s'agit pas exclusivement de règlements matériels, mais de tout autre chose, dont l'avenir fera une réalité. On voit que l'empirisme britannique n'est pas abandonné.

Il y a toutefois, dans les initiatives du Foreign Office, trois propositions formelles et dont la valeur est incontestable. La première est de prendre comme premier élément de l'organisation future le traité conclu entre la France et l'Angleterre à Dunkerque, il va y avoir près d'un an. L'extension de cet accord aux Etats du « Benelux » serait immédiatement envisagée. Mais conservera-t-on à cet acte les termes mêmes qui le constituent, c'est-à-dire une alliance défensive dirigée contre l'Allemagne, alors que le danger dénoncé vient d'ailleurs ? Vers quelle formule va-t-on s'orienter ?

La deuxième proposition est d'entraîner l'Italie dans le système par la conclusion d'un traité du même genre. Proposition généreuse que le gouvernement de la République n'acceptera que sous conditions, et particulièrement sous celles d'une restitution des colonies acquises avant la première guerre mondiale. On peut être assuré que Rome saura prendre des garanties.

Enfin, la troisième proposition est relative au règlement de l'organisation de l'Allemagne de l'Ouest. Elle est en fait adressée à la France, dont l'adhésion paraît indispensable si l'on veut maintenir l'unité nécessaire entre les deux pays dont la collaboration est la condition première de toute entreprise en Europe, la Grande-Bretagne et la France. Mais, en cette affaire, Londres s'est fortement engagé dans la politique américaine et n'a plus une complète liberté d'action. C'est, en fin de compte, le gouvernement français qui décidera.

Telles sont les initiatives que vient de prendre le ministère travailliste qui dirige la politique anglaise depuis la fin de la guerre. M. Winston Churchill les a approuvées et, dans une intervention de grand style, a pris une revanche avec beaucoup d'esprit sur ses successeurs. Cette politique préconisée par le Foreign Office n'est-elle pas celle-là même que les conservateurs n'ont cessé de réclamer ? Cette organisation de l'Europe occidentale, M. Churchill ne l'a-t-il pas proposée dans ses discours de Fulton, aux U. S. A., et de Zurich ? Et lorsque le leader de l'opposition dénonçait le danger russe, pourquoi l'avoir traité de fauteur de guerre, alors qu'aujourd'hui on lui donne raison ?

Et M. Churchill pouvait alors donner une admirable leçon de savoir-faire politique ; à la position intransigeante de M. Bevin, à ses déclarations « de guerre froide », il ripostait avec la plus grande indulgence par cette proposition inattendue et quelque peu paradoxale : « Je crois que la meilleure chance d'éviter la guerre est de mettre

les choses en lumière et d'en venir à un règlement avec le gouvernement soviétique avant qu'il soit trop tard. »

Le discours de M. Bevin, l'adhésion des conservateurs à la politique du Foreign Office, les conclusions du premier ministre, M. Attlee, l'unanimité du parlement mettent l'Angleterre à la tête d'un système dont la conception assez imprécise est née des circonstances et s'inscrit comme une réaction de défense. Depuis que le ministère travailliste est au pouvoir, c'est la troisième politique qu'il veut faire : la première était une collaboration avec l'U. R. S. S., elle a été désastreuse ; aussi c'est vers l'Amérique que le gouvernement s'est tourné et cela s'est assez mal terminé. Londres en vient, après ces deux expériences, à sa politique constante. Il est possible que ce retour au bon sens politique gagne Paris, comme Bruxelles, La Haye, Rome et, qui sait, peut-être un jour, Moscou.

Mais nous n'en sommes qu'à de modestes débuts et dans des conditions subitement devenues particulièrement difficiles. Au moment même où le parlement britannique s'engageait dans la voie que nous avons montrée, des négociations entre Londres et Paris se révélaient malheureuses et échouaient. Quelles seront les conséquences du désaccord entre le franc et la livre ? Elles révéleront incontestablement que les principes établis dans le traité de Dunkerque ont bien peu de valeur : en effet, les deux gouvernements ne s'engageaient-ils pas à établir une harmonie parfaite dans leur politique économique ? Or, les questions monétaires ne devaient-elles pas être les premières à régler ?

Les Anglais ne peuvent s'empêcher de voir dans la dévaluation intérimaire et spécialisée du franc une menace pour leur livre, qu'ils ont l'intention de « défendre », suivant le terme employé par le chancelier de l'Echiquier. Dans son exposé aux Communes sur les démarches qu'il a faites auprès du gouvernement français, M. Stafford Cripps a terminé sur cette phrase : « Il ne nous a pas été possible d'inciter la France à procéder aux modifications nécessaires, *ce qui nous eût permis, le Fonds monétaire et nous, d'appuyer le plan Mayer.* »

Il y a dans cette affirmation une position sans équivoque et dont les développements sont prévisibles : nous allons assister à une sorte de « bataille » entre les monnaies. Mais il est bien évident qu'elle risque de créer un climat peu favorable à la mise en œuvre du projet Bevin d'organisation de l'Europe occidentale. Et, quels qu'en soient les responsables, c'est infiniment regrettable.

ROGER CÉRÉ.

OR LIBRE ET PONCTION MONÉTAIRE

Le gouvernement de M. Robert Schuman avait obtenu, le 5 janvier, un vote de confiance qui lui donnait une majorité sensiblement identique à celle qui avait sanctionné la présentation du cabinet. Cette majorité figurait *nolens volens* la Troisième Force. L'hostilité des communistes d'une part, les attaques du R. P. F. d'autre part avaient conduit des hommes comme MM. Schuman et Mayer à se classer, contre leur gré, sur un échiquier politique de plus en plus rigide.

Les termes du dilemme avaient été clairement posés après les élections municipales. A l'Elysée, au Palais-Bourbon, à l'Hôtel Matignon, qu'occupait alors M. Ramadier, une idée avait séduit tous les esprits : celle d'un cabinet de salut public, qui réunirait MM. Léon Blum et Paul Reynaud. Et ces deux personnalités, invitées à confronter leurs conceptions, avaient conclu leur dialogue en refusant de faire route ensemble. Leurs raisons étaient sérieuses : le libéralisme et le dirigisme forment deux systèmes incompatibles ; l'empirisme qui les mêle a fait faillite ; il faut choisir et s'en tenir à l'un ou à l'autre.

M. Robert Schuman, en formant son cabinet, avait eu beaucoup de peine à éviter ce choix. Il était alarmant pour son avenir ministériel que les socialistes fissent écarter M. Paul Raynaud et acceptassent avec réticence de collaborer avec M. René Mayer. D'autres avertissements étaient venus, par la suite, sous la forme de querelles mineures. Mais le prélèvement exceptionnel n'avait pas posé de question de doctrine et n'avait demandé à la majorité que le courage de braver l'impopularité.

En fait, d'ailleurs, M. René Mayer n'a abattu son jeu que le dimanche 25 janvier, à 19 heures, avec le communiqué officiel bref et sec annonçant la réforme monétaire, la création d'un secteur libre du change, le dépôt d'un projet qui amnistiait, en fait, l'évasion de capitaux et le trafic d'or et de devises. Jusque-là, avec ses mesures fiscales, le ministre des Finances semblait suivre une route qui ne divergeait pas sensiblement de celle du parti socialiste : le prélèvement n'épargnait-il pas les salariés ? ne constituait-il pas une « ponction monétaire » réclamée depuis toujours par la S. F. I. O. ? Avec la liberté de l'or, il jetait le masque et s'avérait un libéral impénitent. Car cette mesure était le coup de pioche dans l'édifice du dirigisme. La liberté de l'or est la liberté économique n° 1, celle qui implique toutes les autres, celle qui exclut toutes les contraintes.

Au ministère des Finances, dans la nuit du 25 au 26 janvier, M. René Mayer annonce aux journalistes les mesures monétaires décidées par le gouvernement.

Des considérations morales intervenaient, auxquelles le parti socialiste est sensible plus que tout autre. En fait, le ministre des Finances donnait une prime à ceux qui avaient refusé la discipline commune. Les spéculateurs allaient encaisser des bénéfices considérables sous les yeux des pauvres gens. Et le parti communiste était là pour tirer argument de cette éventuelle « capitulation socialiste ».

Les députés S. F. I. O. pensaient aussi au gouvernement travailliste. L'eussent-ils oublié, d'ailleurs, que des émissaires venus d'outre-Manche leur eussent rappelé la solidarité de la IIe Internationale. Or, M. Mayer avait agi sans l'agrément de Londres, et même contre son avis formel.

Cet état d'esprit débordait d'ailleurs le cadre du parti socialiste. Le M. R. P. était réservé, quoique M. Schuman fût l'un des siens. Beaucoup de radicaux et de modérés regrettaient que la France se séparât et de l'allié britannique et du Fonds monétaire international.

On ne pouvait imaginer atmosphère plus défavorable que celle de cette seconde rentrée du 26 janvier. Bien vite, pourtant, les opinions se cristallisaient et se projetaient sur l'échiquier parlementaire. L'opposition restait enfermée dans son hostilité. La majorité se scindait nettement en deux : sur les 320 voix qui la composent, 60 seulement approuvaient le libéralisme de M. Mayer, 260 restaient dirigistes. Et, parmi ces dernières, les 100 suffrages socialistes semblaient décidés à aller jusqu'au bout de leur hostilité.

MM. Schuman, Bidault et Mayer allaient devant la commission des Finances. Démarche vaine : le projet était repoussé. Les trois ministres allaient ensuite devant le groupe socialiste. Seconde démarche vaine : le groupe parlementaire décidait de voter contre. En conseil des ministres, le président du Conseil tentait d'obtenir l'autorisation de poser la question de confiance : les ministres socialistes, qui avaient pourtant approuvé le projet, le 24 janvier, n'entendaient pas heurter leurs amis et la réunion se terminait sans que la décision fût prise. Toute tentative de conciliation s'avérait vaine. Pour apaiser les scrupules socialistes, il fallait amender le projet en pénalisant les capitaux rapatriés et en taxant le commerce de l'or. Et MM. Schuman et Mayer faisaient alors remarquer que, dans cette hypothèse, leur projet devenait inutile parce que les capitaux expatriés et l'or clandestin resteraient là où ils étaient.

Le 27 janvier, après trois jours de négociations, on était au bord de la crise, les socialistes ne voyaient d'autre issue que la démission de M. Mayer, mais cette démission en entraînait d'autres et disloquait la majorité.

C'est alors que le ministre des Finances, au cours de la nuit du 27 au 28 janvier, décidait de jouer une carte tenue en réserve. Puisque les socialistes tenaient tant à la ponction monétaire, il allait leur donner satisfaction en démonétisant les billets de 5.000 francs. C'est ainsi que le 29 janvier, au petit jour, les Français apprirent qu'ils étaient à cette heure dépouillés de leurs grosses coupures. Les trafiquants, certes, étaient touchés. Mais touchés aussi les chefs d'entreprise qui avaient préparé la paye de fin de mois, touchés les prévoyants ou les économes qui avaient « mis de côté » quelques gros billets, touchée la masse des salariés qui n'avaient plus à espérer un paiement normal. L'inquiétude des socialistes était apaisée, mais l'inquiétude s'installait dans tout le pays.

Pour finir, au matin du 30 janvier, l'Assemblée votait cependant le

texte sur les billets de 5.000 francs avant celui sur la liberté de l'or. La majorité tombait à 20 voix, puisque le scrutin donnait 308 voix contre 288. Un amendement de M. Ramadier stipulait que les petits porteurs seraient intégralement remboursés en argent liquide et que le ministre des Finances ne pourrait disposer à sa guise des fonds bloqués. La formule de l'ancien président du Conseil ne précisait pas de ligne de séparation entre les petits et les gros. Et pas davantage les dates de remboursement.

Le soir du même jour le projet sur la liberté de l'or et le rapatriement des capitaux était voté par 324 voix contre 226.

Mais ce dernier scrutin et ses conséquences lointaines ou proches ont passés inaperçus. Le choc psychologique a été donné par la démonétisation des billets. Et c'était un choc à la défiance qui, autant que la pénurie des moyens de paiement, pèse sur le mouvement des affaires. Par ailleurs, les augmentations de salaires accordées en novembre pressent le prix des denrées courantes qui haussent toujours. Une telle situation ne peut se prolonger sans mouvements sociaux graves et sans répercussion politique à plus ou moins brève échéance.

ROGER-A. PRIOURET.

LE DRAME SOCIALISTE ITALIEN

SANS doute est-ce le destin du socialisme de sauver son unité là où le communisme est faible et de la voir menacer là où le communisme est fort. Ainsi le travaillisme britannique ou le socialisme belge n'ont-ils pas connu jusqu'à présent de crise autre que celle que rend inévitable la libre critique. Ainsi a-t-on craint longtemps une rupture au sein du socialisme français et le parti socialiste italien a-t-il connu une scission.

Le parallélisme entre les sections de la IIe Internationale de chaque côté des Alpes était manifeste en 1944-1946. Malgré la différence entre les personnalités en cause, l'affinité était certaine entre Pietro Nenni et M. Guy Mollet d'une part, entre M. Léon Blum et Sarragat d'autre part. Comment l'unité a-t-elle été préservée ici et brisée là ? L'histoire nous le dira qui éclairera avec le temps les trois années troubles qui ont suivi, en Italie, la chute du fascisme. Sans doute tiendra-t-elle compte des facteurs psychologiques : psychologie collective d'un peuple encore plus latin que le nôtre, plus prompt encore à se diviser à l'intérieur de ses familles spirituelles ; psychologie des hommes : celle de Pietro Nenni, vieux chef plus solidement assis que M. Guy Mollet, lui-même inconnu dans son parti jusqu'à la libération ; Sarragat, qui n'a pas eu, comme M. Léon Blum, la sagesse de rester minoritaire en attendant que la création du Kominform confirme ses thèses.

La scission italienne faite, il semble que chacune des deux fractions ait connu le destin malheureux que lui a prédit l'autre dans les derniers et pathétiques débats du parti unifié. M. Sarragat et ses amis, après s'être tenus à l'écart du gouvernement, ont fini par entrer dans un cabinet dont la direction appartient à M. de Gasperi, c'est-à-dire à un « parti bourgeois », et par s'éloigner, du même coup, de leur base ouvrière. Et Pietro Nenni et les majoritaires sont placés devant le problème chronique que pose une collaboration étroite et l'unité d'action avec le parti communiste, c'est-à-dire de ne pas rompre avec lui et de ne pas se laisser absorber. Et dans les deux tendances, malgré des situations inverses, la difficulté est la même, qui est de sauver l'unité de chaque fraction et d'empêcher que le socialisme, déjà divisé, se subdivise.

Le congrès que vient de tenir le parti qui porte légitimement le titre de parti socialiste italien se situe dans la ligne de ces difficultés internes. Mais il a été dominé par deux faits essentiels : la perspective des élections générales pour le printemps prochain et le renouveau d'agitation qui a précédé de vingt-quatre heures ce congrès.

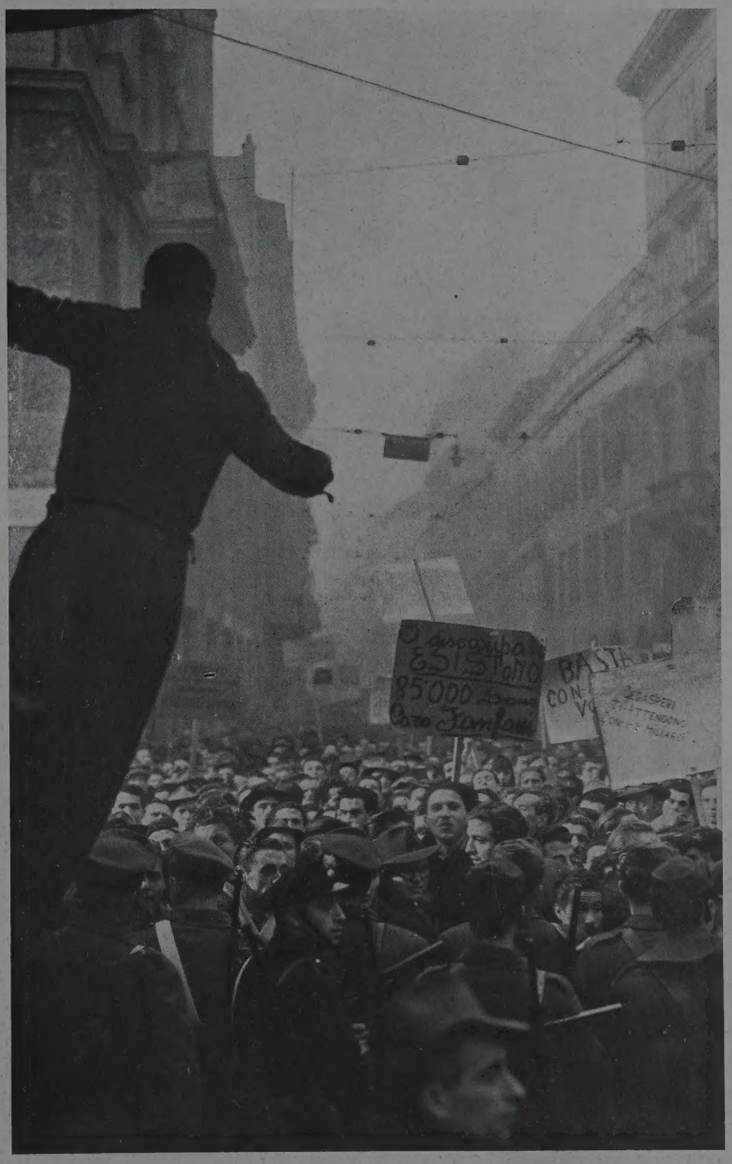
Car cette agitation ne pouvait que peser sur les militants de Pietro Nenni. Même s'ils délibèrent dans un cinéma du quartier aristocratique romain de Parioli, ils ont le souci de rester en contact avec les éléments les plus dynamiques de la classe ouvrière ; de n'être pas, sur ce terrain, gagnés de vitesse et d'intransigeance. Or, ce jour même où les délégués gagnaient Rome, on comptait trois grèves générales dans l'Italie du Nord : à Reggiomina, à Ancome, à Brescia. Dans cette dernière ville, les grévistes attaquaient la préfecture. On signalait d'autres grèves en Toscane. A Fori, on découvrait dans un cercueil 15.000 cartouches pour fusils mitrailleurs allemands. Au cœur des Pouilles, la petite ville d'Andria regardait passer le premier défilé des avant-gardistes garibaldiens. Même si l'agitation en Italie est monnaie courante, comment les congressistes eussent-ils été insensibles à ce renouveau des troubles qui ne pouvait venir de leurs troupes ?

Et comment les représentants des treize partis étrangers n'eussent-ils pas senti l'inquiétude qui planait dans ce congrès ? Les partis socialistes « frères » avaient joué la règle du jeu. Puisque Pietro Nenni avait été majoritaire, ils représentaient la véritable tradition de la IIe Internationale. Les invitations lancées de Rome n'étaient pas restées sans réponse. Les délégations de l'Europe orientale étaient présentes, mais aussi celles de l'Europe occidentale. M. Guy Mollet était là, entouré de MM. Boutbien et Malacrida. Le parti travailliste et le socialisme belge étaient représentés. Et les allocutions prononcées par les invités exprimaient sans gêne leur sentiment propre, comme les applaudissements traduisaient les sentiments divers des congressistes. Si bien que ce congrès s'est ouvert sur quelques avertissements, d'ailleurs contradictoires. Si M. Guy Mollet a tenu à justifier seulement la position de la S. F. I. O., le représentant de la Belgique, M. Victor Larock, a été plus direct : « Ne nous laissons ni portugaliser ni balkaniser. »

Mais les socialistes majoritaires italiens, fidèles aux traditions, ont traité en plein indépendance leur problème propre. Tous sont d'accord sur trois points constructifs qu'a exposés le secrétaire général Basso : création des conseils de gestion, c'est-à-dire participation des travailleurs à la gestion des entreprises, nationalisation des secteurs-clés et réforme agraire. Et ces trois points constituent une base assez large pour une entente. Mais ne seraient-ils pas acceptés aussi par les minoritaires ? Et ce vrai problème n'est-il pas la menace communiste contre l'autonomie socialiste plutôt que le programme d'action possible ?

En tout cas, ce fut là le souci majeur des orateurs, qui ont été aussi nombreux que l'exige la tradition socialiste.

Pietro Nenni s'en est tenu à la ligne qu'il s'est tracée depuis la libération : l'unité d'action avec le parti communiste, avec cette particularité que l'unité se concrétise dans une manière de Front populaire dont l'initiative revient au parti socialiste ; et, comme conséquence, liste commune des deux partis aux prochaines élections générales, avec cette



A Milan, la police maintient les chômeurs qui manifestent devant la préfecture.

garantie que les accords déjà passés assuraient une répartition équitable des sièges.

La riposte au chef du parti a été donnée par son ami, qui fut aussi son bras droit, Giuseppe Romita, ancien ministre de l'Intérieur. Il s'est opposé au double front dans l'action quotidienne comme dans les luttes électorales.

« Je crains, a-t-il dit, que ce front ne prépare en contrebande la fusion avec le parti communiste. »

Entre ces deux thèses, entre Nenni et Romita, le congrès s'est partagé comme il s'était l'an dernier divisé entre Nenni et Sarragat. Et les pronostics sombres lancés de part et d'autre ont pris une force singulière parce que ceux échangés l'an dernier se sont largement réalisés.

« En allant à la bataille électorale séparés des communistes, ont dit les « nennistes » fidèles, vous serez écrasés par rapport à eux. Car leurs électeurs iront à Togliatti ou à Sarragat. En y restant unis à eux, vous avez quelques chances de voir le Front démocratique populaire battre la coalition de Gasperi et prendre le pouvoir. »

« Et quand même, ont répliqué les partisans de Romita, nous vaincrions, nous serions dupes, car le vrai maître serait le parti communiste, qui n'aura de cesse qu'il n'ait détruit l'autonomie socialiste. »

Polémique âpre, devant laquelle les délégués étrangers n'étaient pas insensibles. Il était manifeste que les « Occidentaux » étaient avec Romita et les « Orientaux », au moins en apparence, avec Nenni.

Finalement, Nenni l'a emporté. L'idée du Front populaire démocratique a été approuvée par la quasi-totalité des suffrages représentés. Les deux tiers des délégués ont sanctionné la thèse des listes communes aux élections générales. Aucune démission n'a suivi à l'intérieur du parti. Le parti socialiste italien poursuivra l'expérience inverse de celle du parti socialiste français. Mais des deux côtés les rapports fraternels ne sont pas rompus et chaque expérience réagira sur l'autre.

GANDHI MEURT ASSASSINÉ

Devant la demeure de Gandhi, à New Delhi, la foule s'amasse, anxieuse d'avoir des nouvelles de l'état du mahatma durant son jeûne.

Le 30 janvier, à New Delhi, dix jours après la fin de son jeûne, Gandhi a été assassiné par un jeune fanatique hindou, alors qu'il allait à ses prières, à Birla House, demeure d'un milliardaire hindou où il séjournait.

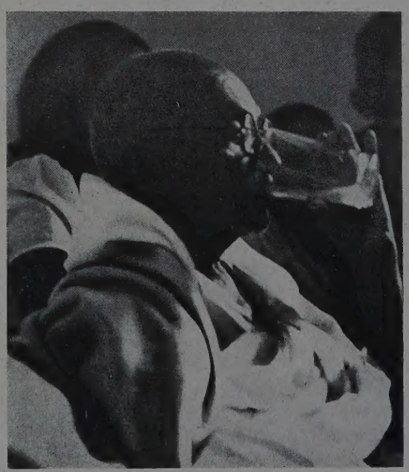
Atteint à la poitrine, le mahatma n'est pas mort sur le coup, mais, malgré les soins que lui ont prodigués les médecins appelés en toute hâte auprès de lui, il a succombé peu après.

Apôtre de la non-violence, c'est en se servant avec une extraordinaire habileté de cette tactique que le mahatma a pu jouer le rôle d'un grand homme d'Etat. Les Britanniques n'ont pu venir à bout de son opiniâtreté et de sa faiblesse. La prison, où ils ont dû plusieurs fois l'enfermer, devenait un foyer de rayonnement, et à chaque fois qu'il fallait en ouvrir les portes Gandhi sortait plus puissant que lorsqu'elles s'étaient fermées sur lui.

Il serait certainement exagéré d'affirmer, comme on est tenté de le faire, que les Anglais ont été finalement vaincus par le « saint ». Leur influence et leur rôle sont loin d'être terminés dans les Indes. Mais leur départ a été pour Gandhi une grave défaite. Le mahatma professait un seul amour pour l'ensemble de son pays, dont l'unité devait rester indestructible.

Or, l'Inde s'est coupée en deux Etats, et cette « vivisection » risque d'avoir de terribles conséquences. L'affaire du Cachemire n'en est qu'une, la première, alors que d'autres s'annoncent dans un avenir chargé de menaces. Pour arrêter, tout au moins momentanément, le danger imminent, Gandhi venait encore une fois de se sacrifier : à l'âge de soixante-dix-neuf ans, il avait annoncé qu'il jeûnerait jusqu'au moment où les propositions qu'il présentait aux deux gouvernements de l'Inde et du Pakistan seraient acceptées. Ces deux gouvernements devenaient de ce jour responsables de la mort possible du prophète. Cette responsabilité était trop lourde à prendre : ils avaient cédé. La paix était revenue et, par des négociations, pouvait s'établir si la bonne volonté continuait. Mais on peut craindre que la mort du mahatma Gandhi soit le signal d'une nouvelle série de violences, particulièrement à New Delhi où la situation demeurait très tendue.

Après son jeûne, Gandhi est porté par des fidèles dans le jardin de sa demeure pour assister à une prière.



Gandhi prend son premier verre de citronnade, après cent vingt et une heures de jeûne.

Durant le jeûne, les pèlerins défilent devant la porte ouverte de la chambre où Gandhi est étendu.

APRÈS LA DÉLIVRANCE DE KONITZA (*)

par notre envoyé spécial LUCIEN BODARD

Une colonne de l'armée régulière monte en ligne par un sentier de montagne.

Je dus attendre à Janina la réfection du pont. La petite cité continuait ses traditions, en dépit des contre-coups de la guerre : c'est ainsi que le jour de l'Epiphanie fut marqué par une cérémonie nautico-religieuse, au cours de laquelle l'évêque jetait, au fond du lac, une croix que des nageurs repêchaient ensuite en une sorte de compétition — le vainqueur ayant droit à un tour triomphal de la ville. Dès le matin, tout était en état de fête — enfants des écoles en cortèges, fanfares au pas cadencé, drapeaux claquant au vent. De bonne heure, une foule de temps de paix, tranquille et endimanchée, avait envahi le quai : j'en fus réduit à me hisser sur les murailles de la forteresse, où de vieux boulets tout ronds étaient entassés pyramidalement, comme des oranges. En dessous des nuages qui mangeaient les montagnes, l'horizon s'étendait jusqu'à l'îlot harem d'Ali Pacha, où il finit assassiné, comme les grands aventuriers. Pendant ce temps, des barques s'étaient formées en carré ; puis des garçons en slip s'accroupirent en position, étrangement blancs, sur la rangée du fond. Une embarcation chamarrée se détacha lentement, où l'évêque, sacerdotal à souhait dans sa barbe blanche, fit le geste sacramentel du lâcher. L'enclos liquide bouillonna en des taches écumeuses, les nageurs battant l'onde avec les mouvements du crawl. Mais, la croix continuant indûment à flotter, l'épreuve se termina par des contestations : il y eut même bagarre aimable avec la participation de sa sainteté, en sorte qu'il fallut appeler la police.

Pendant l'écoulement de la foule, je redescendis de la forteresse. A un moment donné, la muraille était transpercée par un trou noir, où ruminait paisiblement une vache. M'y étant engagé, je débouchai sur un terrain vague, parsemé de pauvres cahutes. Un enfant loqueteux, avec un œil rongé, me tendit timidement la main ; l'interprète m'expliqua que c'était un de ces petits réfugiés affamés qui pullulent dans la ville. Finalement, le gosse nous entraîna dans une cabane misérable, quelques planches dressées sur de la terre battue. Deux femmes — une vieille en noir et une jeune sans âge — lavaient du linge dans un baquet. Elles s'arrêtèrent pour des récitatifs monotones, à la fois désolés et résignés. Toute la famille logeait là, huit personnes en tout. Leur histoire était banale. C'étaient des paysans, heureux dans leur village avec une maison de trois pièces et un bout de champ. Parfois les hommes d'Ypsilanti (un chef de bande) descendaient de la montagne ; au début, ils avaient tué deux garçons qui avaient des armes — ensuite, ils se contentaient de prendre de la nourriture. Des gendarmes avaient été cantonnés dans le village ; quand ils étaient partis, les gens d'Ypsilanti s'étaient mis en marche pour tout brûler. Un pâtre avait donné la nouvelle ; les hommes s'en étaient allés d'abord, de peur d'être pendus ou enrôlés de force ; puis, les femmes avaient suivi, pas seulement les jeunes, mais les vieilles aussi, encore bonnes à transporter des choses sur leur dos.

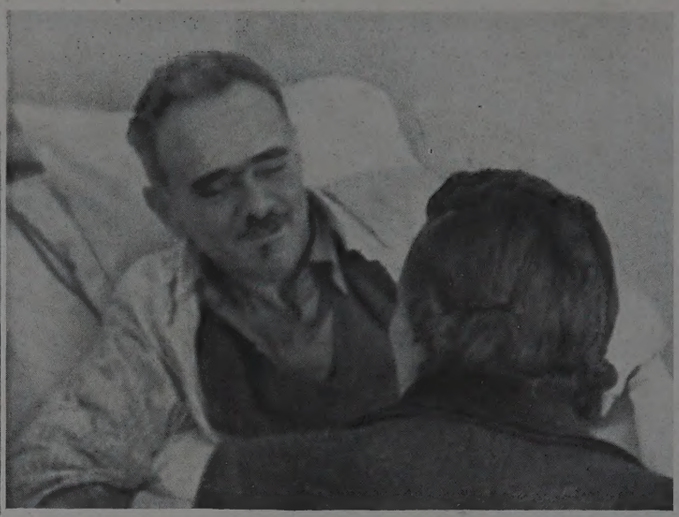
Là-dessus, les deux malheureuses commencèrent à gémir : la paix elle-même n'était pas une solution, car leur redonnerait-elle ce qui avait été détruit ? Mon interprète me tira dehors avec découragement. « Que pouvons-nous faire, dit-il, nous sommes débordés ! Chaque jour, des centaines de malheureux s'entassent à Janina, et c'est le même malheur dans tout le pays. Les communistes veulent exterminer les Grecs pour faire place nette aux Slaves — aussi, on se battra jusqu'au bout. »

Bientôt, la guerre civile devait m'apparaître sous un autre aspect, celui des prisonniers. Cela se passait dans une cour de caserne. Des hommes, apparemment jeunes et robustes, étaient rangés sur une même ligne, dans une foire aux puces d'effets — allant du battle-dress à la capote de l'armée roumaine. Dans leur comportement, il n'était ni soumission apeurée ni pure bravade, mais une déférence digne, presque naturelle, telle qu'il convient à des hommes auprès d'autres hommes. Assez étrangement, chacun d'eux faisait, avec la plus grande facilité, presque avec ardeur, la même confession de contrainte et de fatalité. Dans ces récits revenaient toujours l'enrôlement forcé, l'entraînement dans des camps étrangers — surtout à Boulkès, en Yougoslavie — et la surveillance, allant jusqu'à l'abatage des attiédis. Un commissaire politique — Soulis Nikoforos — fut le théoricien du *mea culpa*. Ayant reconnu qu'il avait rejoint les communistes par conviction, il ajouta : « Je me suis rendu volontairement dès que j'ai reconnu mon erreur. En Yougoslavie, on nous a dit que nous allions rendre la liberté à la Grèce, mais nous n'avons apporté que la mort et la destruction. » A ce moment, l'officier qui m'accompagnait le regarda fixement. « N'étais-tu pas autrefois étudiant à l'Université d'Athènes ? », lui demanda-t-il. L'autre approuva d'un signe de tête. « J'étais ton camarade », reprit le premier. Et le contraste entre les deux condisciples face à face était étrange, l'un, dans la gloire de son appareil militaire, l'autre, hirsute, dégueniillé — encore fier — qui allait rejoindre son rang.

« Je ne crois pas exagérément à ces aveux trop concordants, qui sentent la consigne, me dit un notable grec. Qu'à l'origine beaucoup de ces garçons aient été recrutés de force, c'est certain. Mais, ensuite, à la fois traqués et traquant, ils sont devenus en leurs repaires des sauvages

(*) Voir *France-Illustration* du 31 janvier 1948.

Un groupe de soldats du commando qui a réussi à débloquer Konitza. Ci-contre : *le général Dobas, dont la voiture a sauté sur une mine et qui, de son lit, a dirigé la défense de cette ville.*



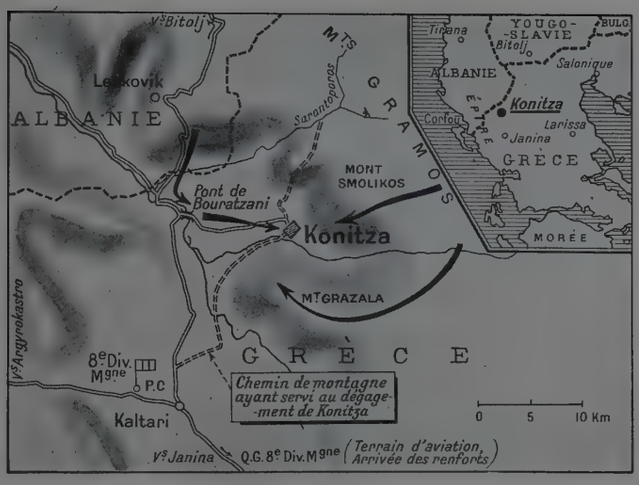
blancs ; peut-être se sont-ils mis à aimer cette existence dure, pas tellement plus dure que celle de leurs villages perdus. »

J'ai enfin franchi le pont réparé — et me voilà devant Konitza. Au devant de la ville se détachait le bâtiment superbe d'une école, édifiée, selon le coutumier système de la donation, par un Grec américain. La route finissait peu après en cul-de-sac, parmi des échoppes, de la marmaille et des soldats. On chargeait des blessés sur des voitures couvertes d'énormes croix rouges. Des mulets étaient rangés à côté des canons. Un jeune prêtre passa, classique avec ses traits ascétiques, une barbe noire et un petit chignon dans le cou. Des civils, fusil en bandoulière, faisaient les cent pas. Au delà se dressait un à-pic, une cité montagne que l'on gravissait en des chemins semblables à des torrents à sec ; tout n'était que pierres — on aurait dit que les murs n'étaient que des accumulations de cailloux du sol. C'était l'Orient encore moyenâgeux.

Je fus conduit dans une grande maison badigeonnée de chaux, étonnamment munie de plafonds ciselés. J'étais chez Hamko, la sanguinaire mère d'Ali Pacha, laquelle avait été atrocement suppliciée au cours d'une révolte. A vrai dire, présentement, il s'agissait d'un état-major. Allongé sur un lit de camp, un homme aux jambes recouvertes d'énormes bandages sanguinolents fumait une cigarette : c'était le général Dobas, ancien élève de notre Ecole de guerre, qui, ayant sauté sur une mine, avait néanmoins dirigé la défense dans la position couchée. Son adjoint, le colonel Baladas, me donna d'une voix forte, presque avec ses poings, ces précisions : la garnison de 700 hommes avait été attaquée par huit bataillons rebelles, c'est-à-dire à peu près 5.000 partisans. Outre la supériorité numérique, l'ennemi avait l'avantage du renseignement — quelques jours auparavant, un avocat de la ville avait rejoint Markos avec le plan complet des défenses. Aussi, dès le début, avait-on ramené les avant-postes dans la cité même, puis réparti l'ensemble des troupes entre quelques points-clés. Pendant une semaine, dans une obstination forcenée, les rebelles avaient lancé à la chaîne, sans arrêt, des vagues hurlantes d'assaut — vagues humaines bientôt brisées par les mitrailleuses et qui, cependant, sur des injonctions impérieuses, faisaient encore quelques soubresauts en avant. Au troisième jour, des éléments s'étaient infiltrés au cœur même de Konitza, en sorte que les canons de l'armée tiraient d'un bout de la ville sur l'autre. Puis, cela avait été la reprise des maisons perdues, en d'obscurs corps à corps, à la grenade, au couteau. Il y avait aussi des joutes oratoires où, exhortés à l'assassinat de leurs officiers vendus aux Américains, les soldats ripostaient par des

Un groupe d'habitants de Konitza qui ont participé, côte à côte avec les troupes régulières, à la défense de cette localité.

Une batterie d'artillerie de la 43e division grecque en action sur le front de Konitza.



Carte des opérations qui viennent de se dérouler autour de Konitza.

Deux soldats de l'armée grecque tirant sur des groupes de rebelles qui progressent dans la vallée.

Un groupe de rebelles qui viennent d'être faits prisonniers près de Konitza.

considérations vestimentaires de ce genre : « Baladas est plus mal chaussé que nous, tandis que vos chefs sont habillés chez les meilleurs tailleurs de Belgrade. » L'ennemi était tellement assuré du succès que le quartier conquis par lui était déjà plein des archives et des fonctionnaires du gouvernement Markos — ensemble qui avait dû être évacué à la hâte. Mais la victoire avait coûté cher en sang et en argent — un quart de la garnison décimé, une centaine de maisons détruites.

Ayant quitté le colonel, j'ai alors parcouru Konitza, sans découvrir, en dépit de mon attention, les dégâts causés par ces centaines de bombes — à peine quelques entonnoirs dans des jardins. Dans un bas quartier seulement, à l'orée de la ville, une vingtaine de pauvres demeures faisaient un groupe fracassé, labouré de trous et léché de flammes. Au-dessus de cette terre brûlée, une étroite terrasse était parcourue par un chemin bordé d'un mur du côté extérieur, dont les pierres, éboulées par le temps, étaient jonchées de balles et de douilles. La bataille m'apparut alors dans sa simplicité, sans grande stratégie, avec ses réflexes élémentaires — d'une part, celui de s'élancer à partir de la plaine sans même s'emparer des deux hauteurs qui commandaient la ville, d'autre part, celui de se ruer jusqu'à la première défense naturelle, pour mitrailler la nuit menaçante. Konitza a été un combat à l'état pur, la confrontation brutale et limitée de deux passions, genre tir à la corde, où l'armée a gagné. Pas une bataille dans le sens moderne de jeu d'échecs, mais un fait d'armes héroïque de quelques centaines d'hommes, amplifié par les résonances internationales presque jusqu'à l'événement décisif.

Pourtant, Konitza est triste, parce qu'on y a peur. La cité, déjà remplie de réfugiés villageois, hésite elle-même à prendre la route vers des lieux plus sûrs. C'est que l'armée, après la victoire, n'a pas poursuivi Markos ; les rebelles ne sont qu'à quelques kilomètres, ils ont été battus, mais pas détruits, et ont une revanche à prendre. L'armée a presque toujours été, par la mathématique même, fatalement battue ; il suffisait aux rebelles de rassembler des effectifs dans une certaine proportion par rapport à l'objectif attaqué, en général 4 ou 5 pour 1. Konitza n'a échappé à la règle que par suite d'une inconnue — que ce soit un accroissement dans la résistance ou une défaillance dans l'agression. En un sens, cette victoire n'a pas dépassé le symbole ; elle a été négative, puisqu'elle n'a pas apporté de solution d'attaque contre Markos.

Tout se passe en Grèce comme si les grandes puissances se combattaient par personnes interposées, sans s'engager elles-mêmes de telle façon qu'elles pourraient se retrouver face à face, les armes à la main. Cette guerre indirecte, elles la font d'ailleurs à bon marché. Que le groupe russe aide Markos, qui pourrait le nier ? Il y a la constante ouverture des frontières, le ravitaillement en matériel et en munitions (dont beaucoup proviennent d'Italie), les méthodes d'entraînement, peut-être une participation stratégique. Déjà cela a suffi à transformer les bandes initiales, bariolées d'armement et hantées de butin, en troupes capables de mouvements et de rassemblements.

Deux membres de la commission de l'O. N. U. examinent un stock d'armes prises aux rebelles.

Photographies A. P., I. N. P., Sparks.

Exhumation du corps d'un rebelle, supposé de nationalité albanaise, en présence des membres de la commission de l'O. N. U.

Comment se fait-il alors que l'armée grecque, déjà forte de 120.000 hommes sans compter les gardes nationaux, ne puisse liquider 20.000 ou 30.000 rebelles ? Toutes les offensives passées, après n'avoir ratissé que du vide, ont fini par des retraites — les « brigands » ayant brusquement surgi dans le dos des unités engagées. L'armée se cantonne actuellement dans la défensive, en battant sa coulpe sur le dos des Anglais : M. Tsaldaris lui-même s'est associé à ces reproches en incapacité, sinon en parcimonie. Il est impossible de pratiquer la tactique très particulière de l'antiguérilla, affirment les Grecs, avec des divisions actuelles de type britannique. Au fond, dans l'esprit hellénique plane le soupçon que leurs intérêts ont été sacrifiés à une politique plus générale, qui a récemment abouti à l'accord économique anglo-russe.

Les Anglais éprouvent une certaine amertume devant ces assertions, qu'ils réfutent au nom de leur vieille expérience dans les montagnes du nord de l'Inde, et surtout par des chiffres : la mission militaire du général Rawlings aurait dépensé 150 millions de livres pour l'équipement de l'armée grecque — sans compter les livraisons en navires et Spitfires. Mais, eux aussi croient à des arrière-calculs, en particulier à la dépréciation systématique de leurs efforts pour soutirer davantage des Américains, qui peuvent n'être qu'en séjour provisoire en Grèce. Il s'agirait donc, selon cette hypothèse répandue dans les milieux anglo-saxons, de constituer des stocks en vue de l'avenir incertain, en tout cas d'ancrer davantage l'Amérique, en particulier, par la participation de troupes yankees aux opérations. Cette tentative de faufilage — si elle existe — paraît condamnée à l'échec, car Anglais et Américains ont établi leur coopération en Méditerranée sur des données trop essentielles pour se diviser sur la Grèce. Au fond, on assiste à une comédie à trois personnages ; en dépit de toutes les récriminations et de toutes les manœuvres, il n'est guère de rupture possible dans ce triangle : tout le monde est embarqué sur le même radeau.

Il est possible que les actuelles difficultés proviennent en partie d'une certaine incompréhension psychologique de la part des Anglo-Saxons : on ne peut agir en Grèce selon des critériums trop étroitement protestants. L'armée grecque — malgré ses défauts, dont le moindre n'est pas la politique — est le reflet de ce pays complexe, capable d'extraordinaires sursauts d'énergie comme d'étranges relâchements, en une alternance qui a toujours dérouté les étrangers depuis l'Indépendance. L'idéal serait de concilier l'originalité hellénique avec les exigences de la technique moderne. Il serait aussi injuste d'oublier les souffrances terribles de ce peuple, en guerre presque discontinue depuis 1911. Quoi qu'il en soit, il semble que la création des commandos — destinés à combattre les partisans selon leurs propres méthodes — tout comme le dégagement des troupes régulières au moyen des gardes nationaux en cours de multiplication permettront ce printemps des résultats plus satisfaisants. Le général américain Livesey a déclaré récemment qu'il ne voyait pas pourquoi tout ne serait pas terminé d'ici quelques mois ; comme cette affirmation dépasse même l'optimisme congénital des Yankees, on peut se demander s'il ne faut pas s'attendre à quelque arrangement international. Le drame de la Grèce est aussi de n'être qu'une case d'un immense échiquier.

(A suivre.)

A Kœnigsberg, qui s'appelle maintenant Kaliningrad, s'élève un monument dédié aux héros de l'Armée rouge, au pied duquel on remarque une couronne offerte par le maréchal Staline.

RUSSIFICATION DE LA PRUSSE-ORIENTALE

par André Pierre

Les usines de Kaliningrad ont repris leur activité

Aujourd'hui, 9 avril 1945, les troupes du troisième front de Russie Blanche ont réalisé l'anéantissement du groupe ennemi après des combats de rues acharnés et se sont emparées de la citadelle et de la ville la plus importante de la Prusse-Orientale, Kœnigsberg, important centre stratégique et point d'appui de la défense allemande sur la Baltique. Moscou, capitale de notre patrie, saluera les valeureuses troupes qui ont participé à la libération de Kœnigsberg par 24 salves tirées de 324 canons. » Ainsi s'exprimait l'ordre du jour de Staline au maréchal Vassilievski, commandant de ce troisième front.

La conquête définitive de toute la Prusse-Orientale devait encore demander plusieurs semaines, mais la victoire compensait tous les sacrifices de l'Armée rouge, vengeait ainsi la cruelle défaite essuyée dans cette région au début de la guerre de 1914 par les troupes russes de Rennenkampf et de Samsonov. Ce qui avait coûté si cher, Staline entendait bien le garder. Et, de fait, à Potsdam (en août 1945) il obtint des Américains et des Anglais la promesse qu'à la Conférence de la paix sur l'Allemagne, les Etats-Unis et la Grande-Bretagne régleraient en faveur de l'U. R. S. S. et de la Pologne le sort de la Prusse-Orientale. L'U. R. S. S. se réservait pour sa part le nord de la province, avec, bien entendu, la ville et le port de Kœnigsberg.

La solution de Potsdam n'était que de principe. Mais le gouvernement de l'U. R. S. S., on le sait, agit dès lors comme si la question avait été définitivement réglée. Et il procéda à l'annexion pure et simple de toute la partie septentrionale de la Prusse orientale. Nous disons bien « annexion », car il s'agit ici d'un territoire qui ne fut jamais russe ni revendiqué par les tsars.

Sans doute, la Prusse-Orientale fut jadis peuplée de Slaves et partiellement colonisée par des Lituaniens, si bien qu'on l'appela à un certain moment de l'histoire *Lithuania Minor,* mais il est certain qu'elle fut germanisée au cours des siècles et qu'avant la seconde guerre mondiale personne ne mettait plus en doute son caractère purement allemand. Kœnigsberg était une cité aussi germanique que Berlin ou Hambourg, et la germanisation avait fait autant de progrès dans les campagnes que dans les villes. Mais c'est précisément parce que la Prusse-Orientale était devenue un bastion avancé du germanisme et le nid des Junkers que Staline fit triompher si facilement ses revendications et celles de la Pologne. Il sut exploiter à merveille la haine du prussianisme !

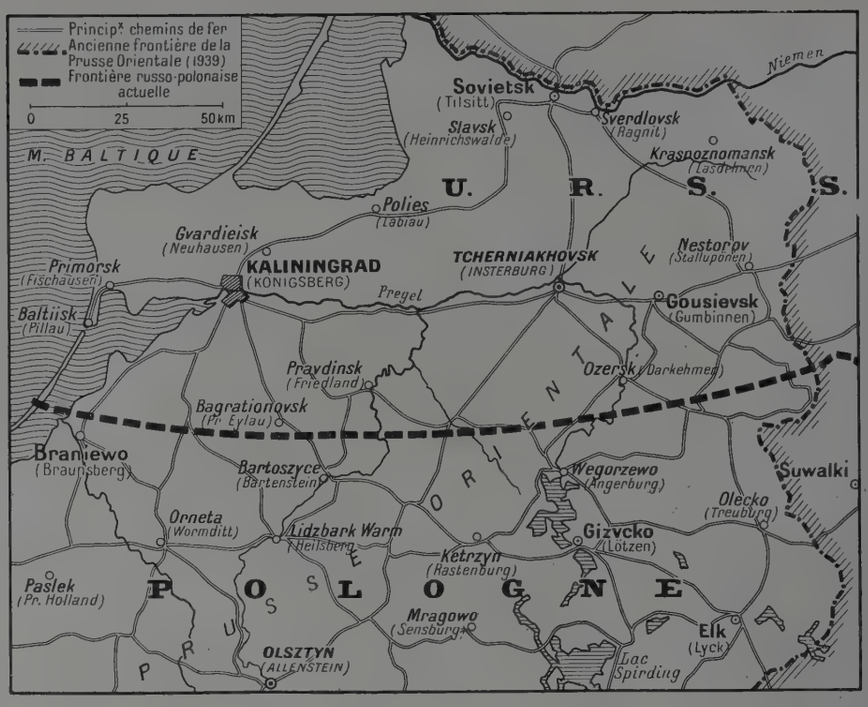
Qu'a donc fait l'U. R. S. S. du pays d'Emmanuel Kant ? Constatons d'abord que la Prusse-Orientale n'a pas été rattachée à la République soviétique de Lituanie, ce qui

aurait pu, dans une certaine mesure, s'expliquer par des considérations historiques. Elle a été incorporée directement à la Fédération russe, celle que l'on désigne par les initiales R. S. F. S. R., et ainsi l'annexion a pris un caractère plus brutal. L'ukase du Kremlin date du 17 octobre 1945. La province a constitué une circonscription spéciale et, en février 1946, elle a élu ses représentants (des Russes, naturellement) au Conseil suprême (Parlement) de l'U. R. S. S. Au début de juillet 1946, le gouvernement décida de supprimer le nom de Kœnigsberg et de rebaptiser la ville « Kaliningrad », en l'honneur du vieux révolutionnaire Kalinine, qui avait été pendant de longues années le chef de l'Etat soviétique. C'était le début d'une campagne systématique de russification.

En décembre 1946, toutes les localités, grandes et petites, reçurent des noms russes au moment même où l'on procédait à l'organisation administrative de la province. Preussisch-Eylau devint Bagrationovsk (du nom du célèbre général adversaire de Napoléon Ier en 1812). Neuhausen s'appelle aujourd'hui Gvardieisk (allusion aux régiments de la garde de l'Armée rouge). Gumbinnen, c'est Gousievsk (nom d'un général qui combattit en ces lieux). Lasdenen, s'est Krasnoznomansk (ce qui signifie drapeau rouge). Ludwigshorst, c'est Ladouchkine ; Stallupönen, Nestorov ; Darkehmen, Ozersk ; Friedland, Pravdinsk ; Fischausen, Primorsk ; Labiau, Polies ; Heinrichswalde, Slavsk ; Tilsitt, la ville de l'entrevue historique de Napoléon et Alexandre, c'est Sovietsk ; Insterburg, Tcherniakhovsk (du nom du général Tchermiakhovski, tué en Prusse-Orientale en février 1945) ; le port de Pillau est devenu Baltiisk et Ragnit, Sverdlovsk. Rien ne reste des dénominations anciennes.

Mais, évidemment, on ne change pas le caractère d'un pays par un simple bouleversement géographique. Pour russifier à fond la province, on la vida de sa population allemande — beaucoup d'habitants, d'ailleurs, avaient fui vers l'ouest lors de l'avance de l'Armée rouge — et l'on fit appel à des colons russes. On en fit venir de Biélorussie et également des régions de Kostroma, Vladimir, Pskov, Novgorod, Koursk, etc. Les familles paysannes s'installèrent dans les fermes non détruites et reçurent de l'Etat un crédit à long terme de 10.000 roubles. Les expulsions des Allemands se poursuivirent durant de longs mois et jusqu'à la fin de 1947. En novembre dernier, le parti social-démocrate allemand se plaignait encore de ces mesures et signalait l'arrivée à Berlin de trains entiers de « rapatriés » par force. Il faisait observer que les Russes ne respectaient ni la lettre ni l'esprit des accords de Potsdam, ceux-ci n'ayant fait aucune mention de l'expulsion des Allemands par la puissance occupante.

Où en est actuellement la russification de la Prusse-Orientale ? On peut s'en faire une idée en lisant le message que « les travailleurs de la province de Kaliningrad » ont adressé à Staline en octobre 1947. Ce document officiel (qui a été rédigé d'ailleurs par le secrétaire du parti communiste de la province) commence par affirmer que la Prusse-Orientale est une « terre slave depuis des temps immémoriaux ». Des centaines de milliers de colons russes sont venus, à l'appel du parti et du gouvernement soviétique, pour lui insuffler une nouvelle vie, pour y implanter le socialisme et faire de cette province « une forteresse imprenable aux confins occidentaux de l'U. R. S. S. ». Aujourd'hui, 146 entreprises industrielles fonctionnent : chantiers navals, usines métallurgiques, fabriques de cellulose, stations électriques, etc. On a reconstruit 20.000 mètres carrés de logements. La circulation des trains et des tramways se rétablit. Dans les campagnes, environ 16.000 familles de paysans kolkhoziens travaillent la terre : « sur les domaines des anciens Junkers, on a organisé 340 kolkhozes, 50 sovkhozes et 14 stations de machines agricoles et de tracteurs ». Le programme de la récolte a été réalisé dans une proportion de 128 %.



Carte montrant les anciennes et les nouvelles frontières de la province de Prusse-Orientale.

L'enseignement est donné dans 29 écoles secondaires, 45 écoles à sept classes et 323 écoles primaires. Des bibliothèques, des cinémas, des maisons de culture existent dans les principaux centres. L'effort porte surtout sur le rétablissement des ports de pêche et le développement de l'industrie du poisson. Kaliningrad renaît petit à petit de ses ruines, et l'on remet en état la gare centrale. Des services réguliers de bateaux vont être rétablis entre Kaliningrad et Sovietsk, entre Kaliningrad et Baltiisk.

Le message à Staline énumère ensuite les tâches que les travailleurs de la région se proposent d'exécuter en 1948 et au cours des années suivantes, et il se termine, selon le rite, par la promesse solennelle de faire de la partie russe de la Prusse-Orientale un des joyaux de l'Union soviétique.

Les anciens alliés de l'U. R. S. S., les signataires de l'accord de Potsdam, ont jusqu'ici fermé les yeux sur cette russification de l'ancienne province allemande. Il est peu probable qu'ils changent d'attitude, car ils ne veulent pas risquer un échec diplomatique. L'U. R. S. S. serait intraitable. Elle s'est installée solidement à Kœnigsberg, et elle y restera. Avec ce port, qui marque son extrême avance vers l'Ouest, elle s'assure tout le contrôle de la Baltique, qui est devenue un lac russe depuis la disparition de la flotte allemande.

Dans les rues de la cité en ruine, la circulation des tramways a été rétablie rapidement.

GÉNISSIAT

par notre envoyé spécial ROBERT BARJOT

Vue générale en amont du chantier, avec les transporteurs aériens. On remarque, sur la droite, les six grandes prises d'eau accolées à la face avant du barrage.

Le 19 janvier dernier, M. Lacoste, ministre de la Production industrielle, en appuyant sur un bouton a déclenché la manœuvre des vannes qui commandaient la « mise en eau » du barrage de Génissiat. On sait que ce barrage est situé dans une étroite gorge du Rhône, près de la frontière suisse, à 50 kilomètres de Genève.

Génissiat est le premier d'un ensemble de neuf barrages dont la Compagnie nationale du Rhône a prévu la construction dans la première étape de son programme d'aménagement du Rhône. Ce programme a été étudié au triple point de vue de la production d'énergie hydro-électrique, de la navigation sur le Rhône depuis Genève jusqu'à la Méditerranée et de l'irrigation des régions riveraines. Trois de ces neuf barrages sont situés sur le haut Rhône, en amont de Lyon ; trois autres sont sur le tiers central du bas Rhône, entre Valence et Pont-Saint-Esprit ; les trois derniers, enfin, sont sur le tiers aval, entre Pont-Saint-Esprit et Arles. L'ensemble de ces barrages doit produire annuellement 10 milliards de kilowatts-heure qui viendront, d'ici dix ans, doubler, ou presque, notre production d'énergie hydro-électrique.

En effet, notre production totale d'électricité en 1946 a atteint 34 milliards de kw.-h., dont 11 milliards pour les usines hydrauliques. Génissiat va donc apporter un appoint substantiel en fournissant, dès la fin de 1948, un milliard et demi de kw.-h., avec ses quatre premières turbines de 100.000 chevaux chacune. On mesure ainsi l'importance des travaux qui se poursuivent actuellement, tant sur le chantier que dans les diverses usines qui construisent le matériel, pour tenir les délais et permettre les mises en service successives s'échelonnant de février à octobre de cette année.

Génissiat comporte six groupes de 65.000 kilowatts, dont quatre seront installés dès cette année ; le cinquième a été commandé en 1947 et le sixième servira de groupe de réserve.

Il est intéressant de rapprocher ces données de celles d'un autre barrage, celui de Marèges, sur la haute Dordogne. A Marèges, la puissance installée est de 130.000 kilowatts, donc égale à celle de deux groupes seulement de Génissiat. Cependant, la production moyenne à Marèges n'atteint que 300 millions de kw.-h. par an, tandis que deux groupes de Génissiat fourniront 750 millions de kw.-h., soit deux fois et demie plus.

Cette différence s'explique par l'irrégularité du débit de Marèges, qui, en étiage, tombe à 5 mètres cubes par seconde alors que Génissiat est assuré d'un débit minimum d'au moins 120 mètres cubes par seconde. Le remarquable rendement de Génissiat est dû au lac de Genève, qui régularise le cours du haut Rhône. Un barrage, situé à la sortie du lac, permet d'absorber les crues ; ainsi le débit du Rhône, qui peut atteindre 1.200 mètres cubes par seconde à son entrée dans le lac de Genève, ne dépasse pas en moyenne 700 mètres cubes à la sortie.

Grâce à ce réservoir régulateur, grâce aussi à l'appoint de l'Arve, qui rejoint le Rhône à 2 kilomètres après sa sortie du Léman, l'usine de Génissiat est assurée d'une alimentation très constante. Tel est, sur le plan économique, le principal intérêt de ce barrage.

Projeté en 1934 par la Compagnie nationale du Rhône, l'aménagement de Génissiat a débuté, en 1937, par des travaux préparatoires. Il fallait d'abord dévier sur 600 mètres le cours du Rhône, au moyen de deux dérivations souterraines, pour mettre à sec l'emplacement du barrage. Au moyen d'un pont métallique lancé en amont, en travers de la gorge, les ingénieurs ont déversé dans le lit du fleuve d'énormes tétraèdres métalliques remplis de ferraille, puis 30.000 mètres cubes de pierres. Le bâtardeau fut renforcé par des pieux et rendu étanche avec de la terre. Alors, dans les tunnels de dérivation, creusés entre temps dans les falaises des deux rives, et plus vastes que les tunnels du Métro, s'engouffra tout le cours du Rhône, 800 mètres cubes par

seconde en moyenn
correspondant à
janvier 1910.

Il fallait ensuite
par des alluvions
le barrage, gigantes
57 mètres à la base
de 140 mètres à se
départementale reli
arc-bouté aux deux
mètres cubes d'eau
23 kilomètres, large
ce lac dévale d'une
traverser les roues
retrouvé.

L'usine, logée da
verticaux, formés c
mateur à 15.000 vol
les rotors des alter
à 150 tours à la mi
près de 1.000 tonn
57 mètres de longu
de diamètre ; elles
tours en béton arme
d'eau est protégée
barreaux espacés d
de conduite, complè
turbine.

La réalisation de
péen, tout à la glo
65.000 kilowatts ne
américaines, celles
80.000 kilowatts cha

Le courant à 15.0

Vue d'ensemble de l'ouvrage, d'après une maquette ; à gauche, *le canal d'évacuation des crues et le futur canal de navigation, avec ses trois écluses.*

A gauche : *une des prises d'eau, en forme de demi-tour, avec ses grilles.*

Extrémité aval du canal à l'air libre d'évacuation des crues. Ce canal rejoint le Rhône par une chute rapide.

aximum possible de 2.000 mètres cubes,
te crue jamais enregistrée, celle de

lit du Rhône, recouvert à cet endroit
seur atteignait 25 mètres, puis édifier
de ciment haut de 103 mètres, épais de
tres au sommet, avec un développement
ment, qui donnera passage à une route
la Haute-Savoie. Ce bloc de ciment,
résister à la poussée de 53 millions de
mulent devant lui en un lac long de
tres et couvrant 350 hectares. L'eau de
67 mètres à l'intérieur du barrage pour
es, puis s'échapper enfin dans son lit

r du barrage, comprendra six groupes
turbine Francis surmontée d'un alter-
s des turbines ont 4 m. 20 de diamètre,
7 millimètres de diamètre et tournent
urbine avec sa vanne de commande pèse
rnateur, 750 tonnes ! Les conduites de
mentent les turbines mesurent 5 m. 75
six prises d'eau qui forment des demi-
la face avant du barrage. Chaque prise
ille de 15 mètres de hauteur formée de
nètres. Une vanne de coupure, en tête
de réglage montée à l'entrée de chaque

inerie géante constitue un record euro-
ustrie française. Chacun des groupes de
de peu aux plus puissantes installations
r Dam, dont les groupes développent

rni par les alternateurs de Génissiat est

3 kilomètres en amont du barrage, la gorge du Rhône, qui a disparu sous les eaux.

Une des conduites par lesquelles l'eau doit arriver aux turbines. Ces énormes conduites traversent la masse du barrage dans laquelle elles sont prises.

Le canal souterrain d'évacuation des crues (rive gauche). Ce canal, de 130 mètres carrés de section, servira également à évacuer les dépôts alluvionnaires.

Vue du barrage en aval et de l'usine électrique au cours de sa construction. Au fond : *les silos à ciment et à sable et l'usine où se prépare le béton.*

élevé à 220.000 volts dans des transformateurs : un transformateur est associé à chaque alternateur.

De l'usine partent deux artères à haute tension ; l'une se dirige sur Lyon, l'autre sur Paris en passant par le Creusot. L'une et l'autre serviront en particulier à alimenter l'électrification de la ligne Paris-Lyon, qui consommera environ 400 millions de kilowatts-heure par an, le quart environ de la production de Génissiat avant que son cinquième groupe soit mis en service. Rappelons que le P. L. M., en 1935, avait souscrit au quart du capital de la Compagnie nationale du Rhône. La S. N. C. F., son héritière, a demandé que lui soit réservée une part de la production correspondant à sa part de capital. Elle compte bien y faire appel d'ici deux ou trois ans, réalisant en contre-partie une très substantielle économie de charbon, de l'ordre de 550.000 tonnes chaque année, pour la seule ligne Paris-Lyon.

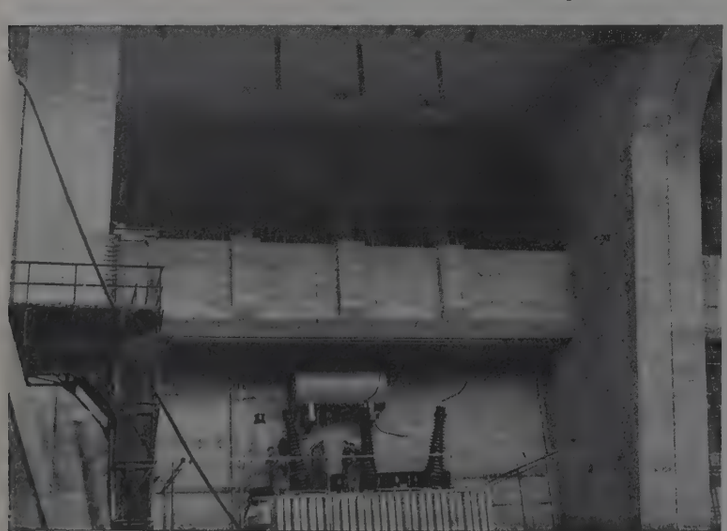
Pour compléter la description de Génissiat, il faut citer les installations destinées à évacuer les crues. Deux évacuateurs ont été prévus. L'un, sur la rive droite, est à l'air libre et son lit cimenté rejoint le Rhône en aval par une chute rapide. L'autre, sur la rive gauche, est un canal souterrain dont l'entrée se trouve au pied même du barrage. Il constitue l'évacuateur de fond, de 130 mètres carrés de section, et son rôle est double, car il doit aussi permettre de chasser les alluvions qui vont se déposer devant le barrage. Les éléments les plus gros s'arrêteront en amont, dans la retenue de Génissiat, où ils seront dragués périodiquement. Les éléments légers, qui s'accumuleront à proximité du barrage, seront « chassés » quand on ouvrira les vannes qui ferment l'évacuateur à 40 mètres de profondeur.

Enfin, le large plateau qui forme la rive droite permettra, le moment venu, l'aménagement d'un canal latéral coupé de trois écluses ; par celui-ci, les péniches et les automoteurs pourront traverser les gorges et se rendre de Genève à Lyon puis à la mer, sur un Rhône aménagé et rendu navigable de bout en bout.

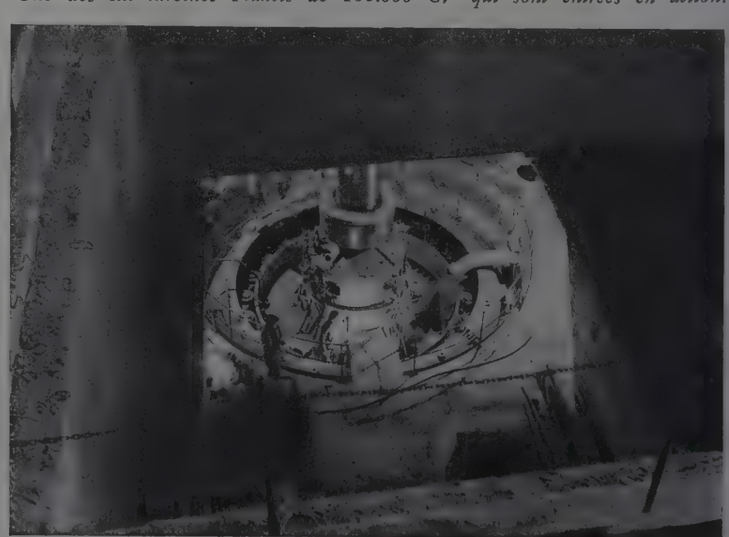
N'oublions pas que c'est là un des objectifs de la Compagnie nationale du Rhône, dont les statuts prévoient que les bénéfices fournis par la vente du courant électrique des barrages qu'elle équipe doivent être employés à de grands travaux d'amélioration de la navigation sur le Rhône et d'irrigation des zones riveraines. La Compagnie nationale du Rhône, première grande entreprise française d'économie mixte, dont la formation a précédé de quatre ans celle de la S. N. C. F., est aussi une véritable coopérative régionale.

Pour revenir au programme des neuf barrages rappelés plus haut, deux de ceux-ci sont actuellement dans la phase des travaux préparatoires. Le premier est le barrage de Seyssel, à 10 kilomètres en aval de Génissiat. Il jouera pour ce dernier le rôle de barrage de compen-

Un des six alternateurs de 65.000 kilowatts, dans la partie terminée.



Une des six turbines Francis de 100.000 CV qui sont entrées en action.



Vue amont du barrage (après la mise en eau). Au premier plan, le bâtardeau, l'entrée du canal de dérivation, rive droite, fermée le 19 janvier.

sation et sera équipé de trois groupes de 15.000 kilowatts produisant en moyenne 180 millions de kilowatts-heure. Sa mise en service est prévue en 1950.

L'autre ouvrage, au moins aussi important que Génissiat puisqu'on attend de lui près de 2 milliards de kilowatts-heure, est en outre un élément décisif de l'amélioration de la navigation sur le tiers central du bas Rhône. Il s'agit de la dérivation de Donzère-Mondragon, longue de 28 kilomètres, large de 130 mètres, qui servira à la navigation tout en alimentant une usine de 250.000 kilowatts par une chute de 25 mètres de hauteur. L'usine portera le nom du grand électricien André Blondel ; on espère mettre les deux premiers groupes en service dès 1951, les deux groupes suivants ne devant fonctionner qu'en 1953.

Ces délais paraissent courts à côté des onze années qui se sont écoulées depuis les premiers travaux de Génissiat.

Pourtant, la mise en service du premier groupe de Génissiat en janvier 1948 est un tour de force. Il faut d'abord se féliciter que la « coupure du Rhône », qui fut réalisée de justesse en avril 1939, dans des conditions presque dramatiques, avec un débit atteignant déjà 500 mètres cubes à la seconde, n'ait pas été ajournée par prudence. Qui sait quand elle aurait pu avoir lieu par la suite ?

Il y eut ensuite, en juin 1940, le noyage complet du chantier, sur l'ordre de l'autorité militaire. Cependant, grâce aux mesures prises par les techniciens du chantier, rien d'irréparable ne s'accomplit. Il y eut, enfin, les difficultés de toutes sortes des années noires, mais jamais le chantier ne s'arrêta jusqu'au printemps 1944.

Depuis 1945, les travaux ont été poussés à la cadence maximum. A partir de l'été 1946, 3.000 ouvriers ont été chaque jour présents au travail, qui s'est poursuivi jour et nuit jusqu'à l'automne 1947. A cette époque, le nombre des ouvriers a été progressivement réduit au fur et à mesure de l'achèvement des travaux de béton armé ; mais le nombre des monteurs électriciens et mécaniciens est alors passé de 200 à 400. Et si, tout au début de 1948, l'usine commence à tourner, c'est parce que tous ceux qui ont collaboré, de près ou de loin, à cette gigantesque entreprise ont été empoignés par cette sorte d'enthousiasme collectif, extrêmement contagieux, qui n'a jamais cessé de régner sur le chantier

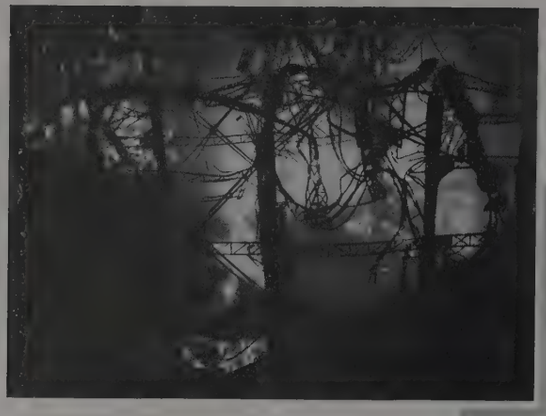
C'est cet enthousiasme qui a soutenu, au milieu des pires difficultés, les animateurs de la Compagnie nationale du Rhône : son créateur, le président Léon Perrier, ses directeurs généraux, MM. Aubert et Giguet, ses directeurs techniques, MM. Delattre et Henry.

Et en remettant la Légion d'honneur à M. Grès, qui dirige le chantier de Génissiat, le ministre, en sa personne, a voulu remercier tous les Français qui pendant des années ont lutté pour faire sortir de terre, dans des conditions toujours difficiles, la plus puissante usine hydro-électrique d'Europe occidentale et l'une des plus importantes du monde entier.

Les pylônes de départ qui supporteront les lignes à haute tension.

Le bâtardeau qui a cédé sous la pression de l'eau dans la nuit du 24 au 25 janvier.

L'INCENDIE DE CHARENTON



UN incendie d'une extrême violence a détruit dans la matinée du 30 janvier dernier les Magasins généraux de Charenton, où étaient entreposés les stocks de l'Entr'aide française et du Train de l'Amitié. C'est vers 4 h. 30 du matin que le sinistre s'est déclaré, et il prit instantanément des proportions si inquiétantes que l'on dut faire appel aux pompiers des communes avoisinantes de la banlieue et à ceux de huit casernes parisiennes. Il ne reste plus aujourd'hui des immenses bâtiments qu'un amoncellement de murs noircis et de ferrailles tordues, et l'on estimait dans la journée du 30 que les dégâts s'élèveraient à plusieurs milliards. Les premières constatations ont permis d'acquérir la certitude que l'incendie avait été allumé par des mains criminelles, car les fils du téléphone avaient été coupés pour empêcher les gardiens de l'entrepôt de prévenir rapidement les pompiers, tandis que les témoins ont déclaré que plusieurs foyers se sont allumés simultanément. M. Gollety, juge d'instruction, a d'ailleurs été chargé d'ouvrir une information contre X... pour incendie volontaire.

Phot. *France-Illustration.*

LA MAURITANIE(*)

par notre envoyée spéciale ODETTE DU PUIGAUDEAU

Au milieu des collines pierreuses et désolées, les rangées de palmiers qui s'allongent sur les bords de l'oued Tidjikja apportent une agréable note de fraîcheur.

El-Moïnân (Tagant), palmeraie. Abreuvoir au puits à Chadouf.

Le caractère de l'établissement des Français en Mauritanie est non pas une *conquête* ni une *colonisation*, mais une *pacification*. Ce n'est point là un terme pudique voilant des opérations brutales ou l'exploitation d'un pays ; c'est le signe d'une action qui a mis fin à un état de guerre permanent, d'une politique où la diplomatie a tenu plus de place que la poudre et n'a pas eu à préparer l'entrée en jeu des intérêts privés de colons.

Le désert conquiert ses conquérants. La pacification de la Mauritanie a été l'œuvre de deux hommes qui l'aimaient. C'est pourquoi ils ont pu s'appuyer sur les éléments les plus sages du pays. C'est pourquoi aussi des vieillards qui furent jadis des goumiers de Gouraud portent la main à leur cœur lorsqu'ils prononcent maintenant son nom et que, dans le Sud, d'humbles gens accouraient de loin pour nous saluer naïvement, Marion Sénones et moi : « Bénédiction sur vous, ô filles de Coppolani ! »

Cette pacification dura cent vingt ans, de 1814, date du traité de Paris qui nous rendit le Sénégal, jusqu'aux opérations militaires de 1934 dans le Sud marocain qui, fermant aux dernières tribus dissidentes leurs refuges du Nord, les contraignirent à se soumettre.

Durant tout le XIX^e^ siècle, nos contacts avec les Maures se bornèrent à les repousser lorsqu'ils attaquaient nos administrés noirs de la rive gauche du fleuve, à protéger les escales de la rive droite, où se faisait

(*) Voir *France-Illustration* du 31 janvier 1948.

Une des paillotes du village de Sara Kolles, au nord-ouest de Kaedi.

la traite de la gomme avec les émirs, et à quelques expéditions punitives dans les provinces du Sud.

Du côté maure, ce fut un siècle d'anarchie croissante, de meurtres, de luttes intestines épuisantes.

Les premiers explorateurs — René Caillé au Brakna, Panet de Saint-Louis à Mogador, le capitaine Vincent en Adrar, l'enseigne de vaisseau Mage au Tagant, Douls au Rio-de-Oro, Blanchet, qui, trahi par l'émir de l'Adrar, ne dut son salut qu'à l'intervention d'un marabout du Trarza, Cheikh Saâd Bou — tous racontent les exactions des guerriers, terreur des petites gens, tous parlent de ksour en ruines, de troupeaux décimés, de cultures à l'abandon, d'une population découragée par de perpétuelles razzias. Vers 1900, les chefs religieux, las d'une insécurité ruineuse, sont en lutte ouverte contre les guerriers.

Deux courants se dessinent : pour les guerriers, qui n'ont à perdre que le bénéfice même de cette anarchie, nous sommes les « Infidèles » ; pour leurs victimes, nous sommes les « protecteurs des opprimés ». C'est dans cette atmosphère que débute l'œuvre géniale de Coppolani.

De 1902 à 1905, soutenu par les oulemas les plus respectés, par des marabouts influents, comme Cheikh Saâd Bou et Cheikh Sidia, auquel le liait une véritable amitié, il établit la paix française sur toute la Mauritanie méridionale. Il ne nous en coûte que quelques escarmouches contre les bandes guerrières. Malheureusement, cette politique de pénétration pacifique est brusquement interrompue au moment où Coppolani se prépare à la poursuivre dans le Nord : le 12 mai 1905, à Tidjikja, il est assassiné par un fanatique d'une secte schismatique de l'Adrar.

Pendant trois ans de luttes acharnées, son œuvre est en péril. C'est le colonel Gouraud qui l'achève en novembre 1909.

Les tribus guerrières, fanatisées par le sultan Abd el-Aziz et le célèbre Ma el-Ainîn — et surtout par la crainte de perdre leurs privilèges ! — ont déclaré la guerre sainte contre nous et nos amis. L'Adrar est la citadelle où elles préparent leurs attaques, où elles se replient avec leur butin hors de notre atteinte, et le « grenier du désert » où elles se ravitaillent en dattes, céréales et moutons. « Celui qui tiendra les palmeraies tiendra les nomades. »

Entre les batailles, la politique d'apprivoisement, de justice, de clémence se poursuit. Des méharistes maures combattent dans les rangs français et donnent maintes preuves de dévouement. A Atar, puis à Chinguetti et Ouadân, les tribus maraboutiques nous accueillent comme des libérateurs. De nombreux éléments hostiles se résignent à demander l'aman. Les autres se retirent dans les solitudes du Nord et du Rio, d'où bien des rezzous s'élanceront encore jusqu'en 1934.

Néanmoins, la Mauritanie vit s'ouvrir devant elle une ère de paix. Ses nouveaux guides s'appuyèrent sur l'autorité des chefs de tribus tout en les surveillant de très près.

La police du désert fut organisée. Goumiers dans les groupes nomades ou partisans dans les postes, les guerriers y trouvèrent ce qu'ils aimaient : de beaux chameaux, des armes et les expéditions aventureuses au rythme qui leur est familier. Assez paradoxalement, ce furent donc les anciens pillards, disciplinés, solidement encadrés, qui assurèrent la sécurité des campements, des points d'eau et des pistes. Ils sont tous volontaires et rétribués, la conscription n'existant pas en Mauritanie.

L'administration, représentée par des civils dans les postes du Sud, par des militaires dans le Nord et les groupes nomades, se contenta de faire régner l'ordre et la justice sans rien troubler dans l'organisation sociale, la religion et les coutumes des nomades, sauf pour les améliorations indispensables afin de mettre en valeur les humbles richesses du Sahara et du Sahel. La vie maure continua donc comme par le passé.

La seule modification importante fut la libération des esclaves. Mais, si beaucoup d'entre eux allèrent tenter leur chance au Sénégal (25.000 en 1936, 7.000 en 1943), la plupart préférèrent l'existence familiale, sans aléas, qu'ils menaient près de leurs maîtres.

Il fallut gagner la confiance des nomades, les stabiliser par des avantages certains, leur redonner le goût de l'élevage, des cultures et du commerce, atténuer les préjugés de caste et leur faire admettre, puisqu'on libérait les esclaves, qu'il n'y a point de déchéance à surveiller ses troupeaux ou à planter un enclos de dattiers.

Pour les pasteurs, les terrains traditionnels de chaque tribu furent protégés ; de nombreux puits, creusés ou réparés, permirent l'utilisation de pâturages abandonnés ; des tournées de vaccination furent entreprises. Le cheptel mauritanien compte actuellement 100.000 chameaux, contre 59.000 en 1934, 2 millions de chèvres et de moutons à poil, dont l'élevage est prédominant chez les petits nomades du Sahel et des plateaux, 300.000 zébus et bœufs sans bosse dans les régions plus

Le puits d'El-Beyed, où les caravanes viennent se ravitailler en eau.

Puits d'El-Mraïss el-Atchân-Adafer (Tagant) en cours de construction.

Un campement dans les palmeraies d'El-Haousenia, dans le Tagant, où, depuis plusieurs années, se sont développées des cultures de mil, de blé et de tabac.

humides du Sud, enfin, 100.000 ânes et 4.000 chevaux, ces derniers étant des animaux de luxe et de parade.

L'impôt sur le bétail est l'impôt musulman *Zekkat*, soit 1/40 du prix de l'animal adulte, ce prix étant fixé au-dessous de sa valeur réelle.

Les Maures sont des éleveurs-nés. La remise en marche de l'agriculture exigea plus d'efforts. En Mauritanie, les terres vacantes appartiennent au gouvernement, qui les concède gratuitement aux indigènes désireux de les cultiver. On créa une Société indigène de prévoyance. Deux fois l'an, un conseil d'administration élu, présidé par le commandant de cercle, répartit les ressources provenant des cotisations : forage de puits privés, amélioration des palmeraies et du bétail, achat de matériel et de semences, octroi de primes et de secours.

Cela ne suffirait pas sans la surveillance des résidents, qui parcourent la brousse, inspectant palmeraies et cultures, prodiguant conseils et récompenses, infligeant des amendes pour négligence ou déboisement, réglant des litiges. Car le Maure est chicanier, routinier, méfiant, et sa nonchalance, peut-être venue d'une vieille habitude d'être pillé, le pousse à compter sur le bon plaisir d'Allah plutôt que sur son propre travail.

Si ce travail est dur, le résultat en vaut la peine. La Mauritanie possède plus de 350.000 dattiers, dont 150.000 en Adrar, 200.000 au Tagant, 100.000 en Assaba. Voici quelques exemples de développement. Au Tagant, les palmeraies ont passé de 11, en 1930, à 28, en 1937. La subdivision de Moudjéria compte 22.500 dattiers contre 300 en 1905, et 154 barrages arrosant 30.000 hectares de cultures. A Tidjikja : 711 puits, 36 barrages, 60.000 dattiers ; son oued, jusqu'à Rachid, est bordé de 50 kilomètres de palmeraies ininterrompues. A Kiffa, les premiers arbres plantés par de Larminat, en 1928, sont devenus une palmeraie de 3.000 individus productifs.

A l'ombre des dattiers croissent du mil, orge, blé, tabac, henné. De plus vastes cultures de mil sont faites dans les *grara* et *goud*, vallées où s'écoule l'eau des pluies d'hivernage, et dans les terrains irrigués par les barrages. Mais la principale région productrice de mil est la rive du Sénégal et le Sahel soudanais, qui donnent deux récoltes par an. L'impôt *Achour*, 1/10 de la valeur de la récolte, a été supprimé par mesure d'encouragement.

A ces diverses cultures s'ajoutent quelques ressources naturelles, les 10.000 tonnes de sel gemme extraites des mines de N'Térert et d'Idjil ; les 4.000 tonnes de gomme arabique produites par les *Acasias Verek*, qui couvrent les dunes sahéliennes, et la pêche, pratiquée le long du littoral par les Imraguen, qui fournit du poisson sec à la consommation indigène et quelques tonnes de poutargue de mulet exportées par Port-Etienne.

Toutes ces productions sont transportées par caravanes à l'intérieur du pays et vers les lieux de consommation extérieurs. La gomme s'en va aux escales du fleuve ; le poisson sec, vers le Sénégal ; le sel, au Soudan ; les animaux, principalement les moutons, sont emmenés de l'Adrar vers Goulimin, des autres provinces, vers les marchés du Sénégal, du Soudan et de Gambie. Chaque été, au moment de la récolte, les caravanes soudanaises montent aux palmeraies pour y troquer du mil et des cotonnades indigènes contre des dattes.

En retour, le Maure, extrêmement attaché à ses habitudes, peu curieux de nouveautés étrangères, ne demande à l'importation que quelques produits essentiels, immuables, entrés depuis très longtemps dans ses habitudes : céréales, riz et arachides des pays noirs, la percale et la guinée dont s'habillent uniformément hommes et femmes de toutes castes, le thé et le sucre, quelques ustensiles, tels que marmites, bouilloires, théières, verres, couteaux, bassins émaillés, verroteries, parfums et cosmétiques de basse qualité. Ce furent autrefois les marchandises d'échange des traitants européens.

Peu à peu, les achats des garnisons françaises, les salaires des militaires, des travailleurs civils, des fonctionnaires formés dans les *médersa*

d'Atar et de Boutilimi et à l'école de Saint-Louis habituèrent les Maures à l'usage des espèces monétaires. Non sans réticence. En 1938, dans la brousse, on payait un mouton 20 francs en pains de sucre ou 25 francs en billets de 5 francs d'A. O. F.

Première menace, en apparence inoffensive, de la puissance de l'argent. En fait, elle allait ébranler tout l'édifice de la société maure.

Ainsi, la Mauritanie semblait avoir enfin trouvé un équilibre harmonieux entre ses coutumes personnelles, une légitime liberté et les éléments bienfaisants d'un progrès adapté aux conditions de la vie saharienne. On pouvait croire que les contre-coups de la guerre s'amortiraient dans les sables et que le jeu des lois économiques et politiques nouvelles épargnerait ces nomades qui n'avaient point de part directe dans la guerre, et dont la mentalité, les goûts et les besoins paraissaient si indépendants des nôtres. Et cependant cet équilibre, que l'administration avait respecté et soutenu pendant quarante ans, fut atteint automatiquement, par le seul fait du contact avec des hommes qui, eux, étaient en guerre.

L'importance prise par la piste motorisée Casa-Atar-Dakar, l'accroissement des garnisons, l'aménagement des terrains d'aviation, le taux élevé des salaires américains à la base aérienne d'Atar suscitèrent l'embauche de nombreux travailleurs. En même temps, le goût du fonctionnarisme se développait, comme partout. Si l'on y perdait en qualités humaines, on y gagnait en ravitaillement.

Faute de main-d'œuvre, les palmeraies et les champs se virent délaissés. Des années de sécheresse, des passages de sauterelles y aidèrent.

La guerre a diminué la liberté et la nourriture dans le monde entier ; en Mauritanie comme ailleurs. Troublés par la fermeture de Port-Etienne et du Maroc, les courants séculaires d'échanges se sont déplacés vers le Sénégal. La pénurie de vivres, poussant les tribus à se rapprocher des régions productives, a dépeuplé le Nord. Les réquisitions ont dû puiser largement dans le cheptel mauritanien : le mouton vaut maintenant 200 francs coloniaux ; un chameau, qu'on payait 800 à 900 francs en 1938, en vaut 8.000 à 9.000. Si ce phénomène est normal, les produits d'importation étant de quinze à quatre-vingts fois plus chers qu'avant la guerre, il n'est, nulle part, un gage de bien-être.

Il y a aussi la question des transports par animaux, qui ont pris une grande extension du fait de la crise des carburants.

Tous ces facteurs ont déversé un afflux de monnaie sur ce pays, qui en connaissait à peine l'usage, et la Mauritanie est entrée de plain-pied dans le cycle infernal de la main-d'œuvre, des salaires, de la hausse, du dirigisme et du trafic clandestin.

Le seul bénéficiaire est le commerce, au moins quant au nombre de ses adeptes. C'est une nouveauté, les échanges, autrefois, s'opérant directement entre les intéressés. Mais que faire de son argent lorsqu'on n'a pas confiance dans « ce moyen stérile de conservation des richesses » ? On se fait boutiquier dans un poste, à Saint-Louis, à Dakar, ou colporteur dans la brousse, ou gros exportateur de viande, ou usurier, selon ses goûts et ses moyens.

D'autres causes, amorcées dès avant la guerre, concourent à la désagrégation de la société maure. La sécurité étant assurée par les Français, les tributaires ne voient plus de raison de payer les redevances aux tribus suzeraines chargées autrefois de les protéger. L'administration rachète ces redevances, qui, bien qu'injustifiables à nos yeux, maintenaient un lien tangible entre les tribus et en assuraient la cohésion. L'autorité des chefs maures en est diminuée et la tâche des administrateurs, alourdie.

Un des nombreux troupeaux de chèvres qui circulent dans les sables et les rochers du Charaniya (Adrar).

Ahmeddou Horrna Babana, député de Mauritanie.

Cela n'aurait sans doute pas grande importance si l'autorité de ces administrateurs ne se trouvait affaiblie, et, par contre-coup, le prestige de la nation qu'ils représentent, par les nouvelles tendances de politique générale. Il est difficile à un chef d'assurer l'ordre et le travail chez un peuple à tendances anarchiques et qui méprise la faiblesse si on lui en supprime les moyens.

Certes, un grand nombre de Maures, et les plus éclairés, savent que notre abdication les mettrait en péril. Mais les guerriers Hassân n'ont pas tous oublié le passé féodal, tout proche, qu'il serait bon de revivre. Et, dans l'ombre, certains Chioukh fanatiques, que le maniement des armes n'effraie pas, rêvent encore d'une guerre sainte qui leur restituerait leur ancienne puissance et leur avantageuse symbiose avec les guerriers, dans un Trab el-Beidân sans Infidèles. Les marabouts maures ont toujours joui d'une profonde influence en pays noirs, et la Mauritanie y joue toujours le rôle de « diffuseur de l'Islam ». Ce rôle ne va pas sans importance politique.

C'est pourquoi les « vieux Mauritaniens » se montrent soucieux devant des problèmes plus faciles à résoudre ici, théoriquement, que là-bas, en pratique, dans ce pays qu'ils aiment et voudraient voir heureux. Mais il ne s'agit pas du bonheur des hommes...

Car la Mauritanie, la plus pauvre dans l'Union française, est pourtant l'une des plus aimées. Elle est inoubliable. Son charme va jusqu'à créer des liens entre ses amis. Elle séduit et conquiert par sa beauté sauvage et, plus encore, par ses nomades, libres et fiers, dédaigneux des mollesses sédentaires, près desquels il était bon de s'alléger d'esclavages et de contingences que des lois inexorables leur proposent soudain et vont, sans doute, les contraindre d'accepter.

LES LIVRES

par ANDRÉ ROUSSEAUX

UN MESSAGE D'ERNST ERICH NOTH

J'ai rencontré plus d'une fois l'écrivain allemand Ernst Erich Noth à Paris, avant la guerre. C'était alors un jeune homme. Il avait vingt-trois ans quand il s'évada d'Allemagne, peu après l'accession de Hitler au pouvoir. Il n'y est jamais rentré depuis lors.

Les livres qu'il a publiés avant 1940 l'ont fait connaître de nombreux lecteurs français. Le premier qu'on ait traduit de lui dans notre langue fut *l'Enfant écartelé,* qui évoque les souvenirs d'enfance de l'écrivain. Ernst Erich Noth avait huit ans à la fin de l'autre guerre. Les premières impressions qui l'ont marqué furent celles de la faim et du froid, dans un quartier ouvrier de Berlin, après le désastre et au temps de l'inflation. Quand ses études l'eurent amené à l'Université de Francfort, il écrivait déjà. Il collaborait à la libérale *Frankfurter Zeitung.* Il allait passer son doctorat en philosophie quand il dut quitter l'Allemagne. On l'avait dénoncé pour des propos subversifs dans certains discours aux étudiants. Son premier roman — celui que nous venons de rappeler — le rendait aussi suspect : l'ouvrage devait être brûlé publiquement, par la suite, à Francfort et à Berlin. C'est le 4 mars 1933 qu'Ernst Erich Noth franchit la frontière et entra en France.

Le pseudonyme qu'il avait pris — Noth n'est pas son vrai nom — signifie à la fois, en allemand, détresse et danger. Il donne le sens de toute son œuvre. Avant la guerre, les livres intitulés *la Tragédie de la jeunesse allemande, un Homme à part, la Voie barrée, l'Homme contre le partisan* furent autant de cris d'alarme. On peut dire qu'Ernst Erich Noth est un des écrivains qui ont discerné le plus tôt et le plus vivement la menace que font peser sur l'homme de notre époque les régimes totalitaires. Très vite, certaines idée collectivistes, qui avaient séduit son esprit dans sa jeunesse, ont fait place chez lui à une seule passion : celle de servir la cause de l'homme, de sa liberté et de sa dignité. Voilà dix années pleines qu'il se consacre à cette vocation.

En 1939, cet Allemand s'engagea dans l'armée française. Vint l'invasion. Ernst Erich Noth était au nombre des hommes que l'Allemagne demandait à la France de lui livrer, et que le gouvernement Pétain s'engageait à lui remettre, par l'article le plus déshonorant de l'armistice. Il s'enfuit en Amérique. Là, il travailla à la propagande radiophonique, puis il s'engagea dans la marine américaine. Il est encore à New York aujourd'hui. Et c'est de là que nous est arrivé son dernier livre, *Ponts sur le Rhin,* suivi d'un petit volume qui en est la suite directe, *Mémoire aux Américains* (Editions Méditerranéennes). Deux livres dans la suite des précédents. Le message d'Ernst Erich Noth n'a pas changé.

Mais quoi, dira-t-on, les choses, elles, ont changé depuis dix ans. Le nazisme est évincé. Ernst Erich Noth ne manifeste-t-il pas quelque obsession à son égard quand il continue de mettre le problème allemand au premier rang ? La menace à l'Est n'est plus la même. C'est un autre impérialisme qui pèse de ce côté sur le destin de l'Occident. Un autre ? réplique Noth, êtes-vous sûr que ce ne soit pas le même en une seconde personne ? N'oublions pas, dit-il, « que l'Allemagne est le berceau intellectuel du marxisme, le pays d'origine de la doctrine communiste (...) Le mot d'ordre : « Le chemin du communisme passe par le fascisme », lancé par le Kremlin au moment où la République de Weimar agonisa sous l'étreinte mortelle des deux politiques extrêmes, peut toujours devenir réalité, aujourd'hui plus que jamais. »

Ernst Erich Noth a là-dessus des pages remarquables dans son *Mémoire aux Américains.*

D'une part, il nous rappelle que les rapports germano-russes sont normalement d'alliance, et non d'antagonisme. L'exception à cette règle, c'est la guerre de 1941-1945 ; ce n'est pas le pacte Ribbentrop-Molotov de 1939. « Les deux guerres germano-russes de notre siècle, précise-t-il, ont la pointe du panslavisme apparemment dirigée contre l'Allemagne, mais, en réalité, visant l'Angleterre. » Il ajoute : « La politique du nationalisme allemand permanent et traditionnel, le plus intelligent et le plus dangereux de tous, a toujours consisté, moins par sentimentalité que par raison, et cela du temps de von Stein jusqu'à celui de Bismarck (...), du temps de Rathenau jusqu'à celui de Schleicher (...), à se rapprocher de la Russie, à obtenir d'elle des gages de neutralité, à partager avec elle plutôt que de lui contester des sphères d'influence. » Il y a tout de même des faits qu'il ne faudrait pas oublier, et que Noth nous remet en mémoire. C'est Ludendorff, chef de l'état-major de l'Allemagne impériale, qui fit rentrer Lenine en Russie dans le fameux wagon plombé. C'est Rathenau, ministre de la République de Weimar, qui signa le traité de Rapallo. Et, dans l'histoire récente, c'est un général de Hitler, von Paulus, qui, depuis qu'il a été fait prisonnier à Stalingrad, a constitué le fameux Comité de l'Allemagne libre, qui n'a peut-être pas fini de faire parler de lui.

D'autre part, Ernst Erich Noth met en évidence les chances de succès que rencontrerait aujourd'hui cette traditionnelle conjonction germano-russe. La Russie, maintenant présente en Allemagne même, peut d'abord s'offrir aux Allemands affamés dans le rôle avantageux de la principale dispensatrice de pain. « Elle est, en outre, la seule puissance à pouvoir restituer un jour à l'Allemagne une partie ou la totalité des riches territoires agricoles de l'Est, pour l'excellente raison que c'est elle qui les possède, et qui peut en disposer d'une manière ou d'une autre. » Que ces bons procédés engendrent une réelle union politique, on voit la puissance de cet alliage « entre le génie inventeur et organisateur de l'Allemagne et la jeunesse débordante de la Russie, entre les ressources techniques et industrielles de l'une et les ressources naturelles de l'autre ». C'est sur cette perspective que Noth nous met en éveil.

Mais son avertissement est tout autre chose qu'une mise en garde qui resterait négative. Il s'adresse à nous, en particulier, en nous indiquant très nettement que le problème allemand, sous quelque aspect où il se renouvelle, n'a de solution que française. Nous devons méditer ces lignes de *Ponts sur le Rhin* : « Le fait le plus tragique pour l'Europe est cet affaiblissement désolant de la France, qui prend de plus en plus la forme d'une absence non seulement en tant que grande puissance, mais également en tant que guide spirituel du continent, dont elle a été si longtemps le sel, et qui ne peut pas se passer d'elle sans périr spirituellement. »

Voilà qui met entre nos mains le problème d'outre-Rhin, même et peut-être encore plus s'il prend l'ampleur d'un problème d'entre Rhin et Volga. Ce que Bernanos a appelé la « démission de la France », ou seulement son laisser-aller, est plus qu'un crime contre elle-même, mais contre l'Europe. Et il est probable que l'avenir du monde dépend de notre force ou de notre abdication.

Il ne s'agit pas de se défendre peureusement du danger de l'Est. La question est que cette inquiétante masse, douée d'une force naturelle toujours latente, soit dominée par la force qui doit être la nôtre, celle qui propage une paix active, où les maîtres de liberté que nous devons être ont la fierté et l'autorité de leur mission.

LE THÉATRE

par YVES GANDON

LA DAME DE L'AUBE — LA BROUILLE

L'excellent hispanisant Jean Camp, actuellement directeur de l'Institut français de Mexico, a voulu faire connaître au public français cette *Dame de l'aube,* d'Alejandro Casona, qui, créée en 1944 à Buenos Aires, y remporta, nous dit-on, un vif succès. Connaîtra-t-elle la même fortune à Paris ? On n'en saurait préjuger, car cette pièce est, si l'on ose dire, d'un hispanisme suraigu, et ses réelles beautés relèvent du poète plus que de l'auteur dramatique. La « Dame de l'aube », c'est, dans un petit village des Asturies, la mort elle-même, sous l'apparence d'une jeune femme douce et triste. Les motifs macabres ont toujours tenu une grande place dans la littérature et l'art espagnols, et le pays de Cervantes et de Goya est sans doute

Lila Kedrova et Pierre Valde dans « la Dame de l'aube », au théâtre de la Gaité-Montparnasse. Phot. Lipnitzki.

le seul où des soldats se soient jetés dans la bataille en criant : « Viva la muerte ! » *Viva la muerte !* pourrait être le titre de la pièce de Casona. La jolie mort, figurée par Mlle Lila Kedrova, en robe brune de pèlerine, attire ses victimes par des caresses et des paroles tendres ; elle se présente non comme une justicière ou une bourrelle, mais comme une libératrice et une amie. Ainsi la malheureuse Angélique, ayant quitté son mari, Martin de Narcès, après quelques jours de mariage, aura beau revenir au bout de trois ans à son foyer. Martin a fait croire qu'elle s'était noyée, bien qu'on n'ait jamais pu retrouver son corps. Sa place est prise par la jeune Adela, que Martin sauva un soir de la noyade. Et elle se laisse entraîner par la terrible visiteuse.

La principale difficulté pour Pierre Valde, qui a émigré cette fois avec sa jeune troupe au théâtre de la Gaîté-Montparnasse, consistait à faire admettre le postulat poétique de la mort incarnée en femme séduisante. Or, si le texte des deux premiers actes est valable en soi, il reste statique, et une atmosphère aussi épaisse devient vite insupportable lorsque l'action dramatique ne la soutient pas. La mort parle trop sans agir, à l'opposé de son comportement habituel, et quand la pièce s'anime enfin, au début du troisième acte, le spectateur est parvenu à l'extrême limite de la patience. Assurément, l'auteur aurait dû avoir la sagesse de fondre ses deux premiers actes en un seul, ce qui aurait d'ailleurs ramené son œuvre à la coupe normale, et, à défaut, le metteur en scène aurait été bien inspiré en pratiquant de larges coupures.

La Dame de l'aube, telle qu'elle est, ne peut toutefois laisser indifférent. Une poésie du meilleur aloi la nourrit et la soulève, et l'on ne peut que louer Pierre Valde de l'avoir montée. Casona, qui a dédié sa pièce à « la terre des Asturies, à son paysage, à ses hommes, à son esprit », y a subtilement dégagé l'âme profonde de sa terre natale, où subsistent des légendes de villes englouties sous un ciel de brumes et de fumées. Il nous apparaît comme une sorte de Giono espagnol, beaucoup moins alambiqué que le nôtre et d'un mysticisme intimement accordé au paysage et aux hommes. Et Jean Camp a traduit l'œuvre avec une élégante exactitude.

L'interprétation, dans l'ensemble, est plus qu'honorable. Pierre Valde est un grand-père intelligent et sensible, à son ordinaire. Mlle Lila Kedrova, dans le rôle écrasant de la « dame de l'aube », a su trouver un ton incantatoire et se créer un visage halluciné aux limites du plausible. Mmes Maria Meriko et Andrée Tainsy ont tenu leurs emplois de matrones avec une sobre autorité, et je n'aurais garde d'oublier la vibrante Janine Camp. Pierre Valde doit encore être félicité pour la manière dont il a su faire évoluer sur le plateau, avec un naturel assez rare, les petits Serge Lecointe, Jacques Delvigne et Malou Carlès. Décor et costumes d'Olga Choumansky sont enfin évocateurs à souhait.

La Comédie-Française a repris, à la salle du Luxembourg, *la Brouille,* de Charles Vildrac, et *l'Anglais tel qu'on le parle,* de Tristan Bernard. Dix-sept ans après sa création, *la Brouille* n'a rien perdu de ses qualités. Deux vieux amis se brouillent pour peu de chose et se réconcilient grâce à l'intervention de leurs proches, et chacun y mettant du sien. Les deux premiers actes, de la plus délicate sensibilité, d'une psychologie très juste et très émouvante dans ses côtés les plus quotidiens, n'ont pas vieilli d'une ride. On se borne à regretter la sensiblerie trop appuyée du dénouement. Après tant de discrétion, de fidélité dans la peinture des états d'âme, elle choque comme une faute de perspective dans un dessin de maître.

La pièce a été jouée avec autant de tact que de naturel par Mme Béatrice Bretty et M. Louis Seigner, heureusement secondés par Mmes Line Noro, Micheline Boudet, toujours d'une charmante spontanéité, et M. Georges Vitray.

L'Anglais tel qu'on le parle, qui avait tant fait rire mes dix-huit ans, ne m'a pas donné, cette fois, même satisfaction. Non pas que cette bouffonnerie classique ait rien perdu de sa *vis comica,* mais M. Denis d'Inès ne m'a pas paru assez pénétré de son rôle, et le mouvement de la mise en scène est beaucoup trop lent. On n'en a pas moins eu l'occasion d'applaudir la pétulante Mony Dalmès, et aussi Jacqueline Duc, qu'on voudrait voir plus souvent dans des rôles dignes de son jeune talent.

LE CINÉMA

par DENIS MARION

MONSIEUR VERDOUX

Il faut reconnaître que *Monsieur Verdoux* a reçu un accueil réticent : de la part de la critique, d'abord, qui s'est montrée sévère, sauf quand elle entonnait un dithyrambe pour des raisons exclusivement politiques ; de la part du public, ensuite, qui se rue en foule dans les salles qui affichent le film, mais qui en sort manifestement en peine d'émettre une opinion. Il n'y a rien d'étonnant à cela, car Charlie Chaplin y accomplit l'acte le plus audacieux que puisse se permettre un créateur, celui de rompre les liens qui l'attachent à sa création. Depuis trente-cinq ans (c'est-à-dire depuis toujours, en mesure de temps de cinéma), il s'est identifié avec son personnage de Charlot. Jusqu'ici, la seule exception était constituée par *l'Opinion publique,* celui de ses films qui a eu le moins de succès auprès des spectateurs, bien qu'il soit aussi celui qui a eu le plus d'influence sur les metteurs en scène et les scénaristes. Mais il n'en demeurait pas moins qu'aux yeux du profane Chaplin n'était rien qu'un acteur — plus précisément, rien qu'un personnage : le petit homme à la moustache en brosse, aux cheveux crépus, aux godillots trop grands, à la badine, à la démarche de canard.

Avec *Monsieur Verdoux,* il renonce à cet avatar et prétend nous en imposer un autre : c'est provoquer la curiosité d'abord, la déception ensuite, à coup sûr. Dans cent ans, quand il sera devenu un classique et que tout le monde sera averti que *Monsieur Verdoux* prend place entre *le Grand Dictateur* et sa prochaine œuvre, cet élément de surprise ne jouera plus et tout le monde trouvera cette embardée aussi naturelle que celle qui nous vaut *les Plaideurs,* dans l'œuvre de Racine, ou *Jeanne d'Arc,* dans celle de Mark Twain.

Essayons donc de nous détacher de nos préjugés pour donner dès à présent à ce film sa véritable valeur, sans nous flatter d'y réussir, puisque aussi bien Charlie Chaplin lui-même n'est pas parvenu complètement à oublier ses précédentes créations et que, à plus d'une reprise, Charlot réapparaît sous le masque de sa nouvelle incarnation.

Ce qui frappe le plus dans *Monsieur Verdoux,* c'est l'originalité de la conception. Il tombe sous le sens que si n'importe qui (et je n'entends pas par là un inconnu qui, par définition, n'a aucune chance de faire accepter un projet, mais, au contraire, un des rares metteurs en scène ou acteurs qui ont plus au moins le droit d'imposer leur point de vue) avait apporté au producteur le plus audacieux qui se puisse rêver le scénario de *Monsieur Verdoux,* il se serait fait rire au nez. Tout semble réuni pour faire une bande intournable. Passe encore que le héros soit un assassin sympathique : il y a des précédents, peu nombreux, il est vrai, mais il y en a. Mais qu'il soit comique par surcroît ! Comment faire admettre au public un personnage, odieux par définition, qui saute d'une scène à l'autre, sans la moindre transition, de la pitrerie la plus caractérisée (disparition à quatre pattes sous une table dressée, par exemple) à l'émotion la plus sobre (comme dans la marche à l'échafaud) ? Cela paraît impossible, en effet. Quand on a vu le film, il faut bien constater que Charlie Chaplin réussit ce tour de force comme en se jouant.

Du coup, on s'aperçoit que les autres films sont d'une extraordinaire timidité, qu'ils spéculent uniquement sur les valeurs les plus sûres, qu'ils ne se hasardent, je ne dirai pas dans l'inconnu, mais dans le peu fréquenté, qu'en prenant de solides garanties (le succès d'une œuvre littéraire préexistante qu'ils adaptent, en général, ou, plus rarement, la caution de l'histoire). Je me demande souvent ce que je pense du cinéma parlant par rapport au cinéma muet. Il ne me paraît pas douteux que l'introduction de la parole a constitué un progrès technique indiscutable et qu'elle a notamment éloigné pour longtemps le danger d'un esthétisme stérile dans lequel sombrait toute l'avant-garde des années 1925-1930. En revanche, elle semble avoir émasculé les créateurs, avoir empêché l'éclosion de ces puissantes personnalités que le muet avait révélées.

Si je ne me trompe, *le Silence est d'or* est un meilleur film que *le Chapeau de paille d'Italie, Je suis un évadé* l'emporte sur *le Lys brisé, Païsa* vaut mieux que *les Proscrits.* Mais je ne retrouve, ni chez Carné, ni chez Preston Sturges, ni chez David Lean, ni chez Da Sica (je cite les meilleurs), ce génie intrépide qui suscita notre admiration, il y a vingt-cinq ans, pour Eisenstein, pour Griffith, pour Sjöstrom, pour von Stroheim. Charlie Chaplin me démontre que c'est une question d'hommes et non de technique. Lui seul a conservé le besoin d'attaquer un sujet neuf sous un angle nouveau, le goût de risquer l'erreur totale ou la réussite parfaite sur sa simple intuition.

Aussi n'est-il pas étonnant que *Monsieur Verdoux* soit un film terriblement inégal. A côté de scènes prodigieuses, dont nous chercherions vainement ailleurs l'équivalent (la table mise pour deux après le crime, la fleuriste qui réagit sur la conversation amoureuse au téléphone, et bien d'autres), il y en a qui sont à peine supportables : la scène dans la famille d'une des disparues ou le mariage mondain, par exemple. Mais le pire travers dans lequel puisse tomber un critique, c'est de relever des défauts qui font partie intégrante de qualités plus importantes. Ne reprochons donc pas à Chaplin les erreurs qui sont la rançon inéluctable de ses traits de génie.

Au total, tout bien pesé, *Monsieur Verdoux* me paraît un film à la fois meilleur et plus important que *le Grand Dictateur,* s'il ne retrouve pas la perfection ni des courts métrages de la première manière de Chaplin ni des chefs-d'œuvre que constitue la série qui va du *Gosse* aux *Temps modernes.*

Un problème supplémentaire se trouve posé par le doublage. Les critiques, tout fiers que leur instruction leur permette de lire un texte en même temps qu'ils regardent l'image, se sont trouvés d'accord pour déclarer que c'était l'abomination de la désolation. Si Chaplin est un grand artiste, c'est parce qu'il touche aussi bien les primaires qui ne sont pas capables d'une opération mentale aussi compliquée. Il eût été dommage de les priver de *Monsieur Verdoux,* et le distributeur a eu raison de mettre cette bande à leur portée. Le dialogue de Marcel Achard rend justice au texte de Chaplin et, techniquement, le doublage est mieux qu'honnête. Le seul reproche qu'on puisse lui faire est d'avoir choisi Bervil pour le rôle principal : non que ce soit un mauvais acteur, mais sa voix un peu faubourienne colle très mal avec celle de Chaplin, qui a, tout au contraire, un accent châtié, raffiné, je dirais même intellectuel.

Transformée l'hiver en patinoire, la piscine Molitor accueille les patineurs de plein air.

LA SAISON DES PATINEURS

deux pas de la piste, on se rafraîchit au bar.

Aux quatre saisons de la nature, Paris, chaque année, ajoute ses saisons à lui : la saison des générales, la saison des concerts, la saison des courses et aussi la saison des vacances.

Pourtant, il est une autre saison dont on ne parle guère, peut-être parce qu'elle mord sur l'automne et déborde un peu sur le printemps : la saison des patineurs.

On sait qu'elle est ouverte lorsqu'on commence à rencontrer dans les rues des bandes rieuses de jeunes gens et de jeunes filles qui, les mains dans les poches, les patins jetés en sautoir sur l'épaule, se hâtent vers les pistes invisibles du Palais de Glace, de Saint-Didier ou de Molitor. On les retrouve dans les autobus du jeudi après-midi, bouillants d'impatience et, semble-t-il, des fourmis plein les jambes, portant en tout cas les lourdes chaussures avec plus d'allégresse que les cahiers de cours... Ce sont eux aussi qui, lorsque les réverbères sont allumés, occupent impunément toute la largeur du trottoir des petites rues de Passy ou d'Auteuil, les joues encore rosies par la course, devisant bras dessus bras dessous sur les mérites des patins de figure et des patins de hockey, ou comparant les gloires de Sonja Henie et de Barbara Ann Scott.

Mais, si ces sujets donnent matière à l'âpreté des controverses du jeune âge, le choix des patinoires, lui, fait l'objet d'arrêts catégoriques. Ainsi, les fidèles du Palais de Glace ignorent Molitor ou Saint-Didier, et réciproquement. Sans doute est-ce pour cela que ces trois établissements ont chacun leur clientèle à eux.

Au Palais de Glace, où il semble que le Paris 1900 se reflète sur la piste, les mères accompagnent leurs filles, les attendent au salon de thé, tout en les surveillant du coin de l'œil, en songeant, peut-être, à leur jeunesse enfuie, l'époque des vraies robes longues, le temps où l'on dansait encore la valse, tandis que le professeur en gants blancs, le même

Ce professeur enseigne au Palais de Glace depuis 1921.

depuis 1921, guide d'un bras galant les premiers pas hésitants.

A Molitor ou à Saint-Didier, au contraire, et voilà bien le signe d'une époque, les filles viennent seules et rencontrent au bar, devant un jus de fruit, les amis de la semaine dernière.

De mon temps, soupirera-t-on ! Peut-être, mais est-ce plus mal aujourd'hui ? et tandis que jeunes gens et jeunes filles, les yeux brillants de plaisir, glissent à perdre haleine, ce couple en maillot noir, qui danse une valse lente, ne semble-t-il pas d'une autre époque, tandis que les haut-parleurs hurlent une samba déchaînée ?

Mais, si les patinoires de Paris servent surtout aux ébats de la jeunesse, on y dispute aussi, notamment à Saint-Didier, des matches de hockey qui attirent autant de sportifs enthousiastes que les exhibitions de patinage artistique, lesquelles prouvent que, si le patinage est une distraction, il est avant tout un sport par les qualités physiques qu'il requiert : souplesse et réflexes rapides.

Le décor de la patinoire de la rue Saint-Didier évoque les lointaines cimes enneigées.

Photographies *France-Illustration.*

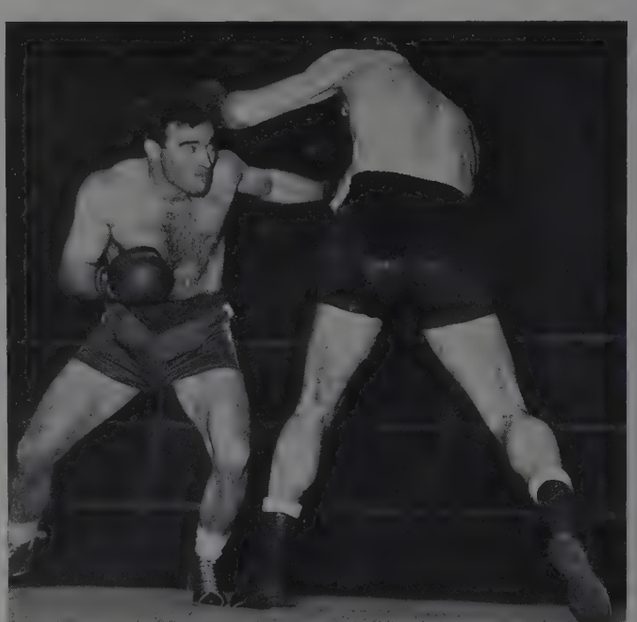
Les avants écossais sont les grands spécialistes du départ au pied.

TROIS GRANDS MATCHES

Sur l'immense stade de Murrayfield, devant 50.000 spectateurs, l'équipe de France de rugby vient de subir sa seconde défaite de la saison. L'équipe d'Ecosse, bien que dominée longuement par nos joueurs, finit par l'emporter de justesse par 9 points (1 essai et 2 buts sur coups francs) à 8 (1 essai transformé et 1 but sur coup franc).

Le championnat de France de football se poursuit devant des foules chaque dimanche plus nombreuses et plus passionnées. Voici deux résultats inattendus, dont les victimes sont précisément les favoris de cette grande épreuve. A Marseille, le Stade de Reims, leader, est tenu en échec par l'Olympique de Marseille, qui l'emporte par 1 but à 0, tandis que les puissants et scientifiques Lillois succombent devant Metz, décidément bien irrégulier, par 6 buts à 2.

Notre grand champion de boxe Marcel Cerdan, après une pénible campagne aux U. S. A., où il battit, cependant, tous ses adversaires, vient de faire sa rentrée à Paris devant plus de 16.000 « supporters » enthousiastes. Le champion italien Manca, qui lui donnait la réplique, ne put tenir que 5' 29", devant ses poings redoutables. Il est à souhaiter que cette rapide victoire rende à Cerdan toute sa confiance en lui et l'incite à retraverser l'Atlantique pour obtenir enfin le droit de combattre pour le titre mondial des poids moyens.



Cerdan esquive une attaque de Manca et riposte au corps.

Les défenses de Marseille et de Reims furent maintes fois à l'ouvrage.

PETITES CHRONIQUES

LIVRES ILLUSTRÉS

La stupéfiante enchère de 165.000 francs (200.000 francs avec les frais) réalisée par un livre à figures du XVIII[e] siècle, *les Baisers*, précédés de *Mois de mai*, de Dorat, dans la dernière vente de livres de M[e] Etienne Ader, a de nouveau attiré l'attention des bibliophiles sur les livres illustrés, qu'ils soient anciens ou modernes.

Cet exemplaire des *Baisers* était sur Hollande, et l'édition sur ce papier a toujours été très chère (33.000, 98.200 et 100.000 francs en 1942) non seulement parce que son tirage a été très limité et parce que les belles gravures d'Eisen et Marillier y viennent mieux, mais surtout parce que son impression est très soignée, alors que le même premier tirage sur papier ordinaire contient notamment plusieurs erreurs de pagination. Le prix qu'elle vient d'atteindre n'en est pas moins sans précédent et, du même coup, classe ce livre au premier rang des livres à figures du XVIII[e] siècle.

Il y a bien quelque ironie dans cette nouvelle hiérarchie, car Dorat était un poète fort médiocre, et, sans ses illustrateurs, son œuvre n'aurait pas survécu. Mais qu'importe aux bibliophiles, puisqu'ils lisent rarement les livres dont ils font le plus grand cas.

La fortune de certains livres illustrés modernes est plus extraordinaire encore. Dans la même vente de M[e] Ader, *la Rôtisserie de la reine Pédauque*, d'Anatole France, illustrée par Auguste Leroux, pour l'éditeur Pelletan, en 1911, a atteint 80.000 francs (plus de 92.000 francs avec les frais), dans un maroquin doublé de Joly fils : la même édition n'avait pas dépassé 30.000 francs en décembre 1943, en demi-reliure, il est vrai, mais le maroquin n'a pas tellement augmenté depuis.

Autre exemple, encore plus typique. Dans la dernière vente de M[e] Edouard Giard et de M[me] Vidal-Mégret, *les Croix de bois* et *la Boule de gui*, de Roland Dorgelès, illustrées par Dunoyer de Segonzac, sur Hollande, ont été adjugées ensemble 45.000 francs, soit plus de 53.000 francs avec les frais ; elles avaient été éditées dans ce papier, en 1921 et 1922, à 137 fr. 50 chacune.

Il faut ajouter que les amateurs recherchent de plus en plus les grands papiers. Le livre *la Vie de l'Emeraude*, d'André Suarès, illustré par Brouet, qui vient de faire 29.100 francs, sur Japon impérial, dans un maroquin doublé et mosaïqué de Van West, coûtait 1.500 francs sur vergé d'Arches à la parution ; *Dominique*, de Fromentin, illustré par Henri Jourdain, sur Japon impérial et dans une reliure semblable, pour lequel on vient de donner 29.000 francs, valait 10.000 francs sur Rives, en 1944 ; *Rolla*, de Musset, illustré par Desvallières, qui a été poussé à 17.000 francs dans un maroquin doublé de Lewitzky, était un des quarante sur vélin de Cuve ; il avait été édité sur ce papier à 50 francs...

ANDRÉ FAGE.

BIBLIOGRAPHIE

Ma mission en Asie soviétique

A l'heure où les relations internationales semblent tendues à l'extrême, où une véritable psychose de guerre règne aussi bien autour des tables vertes des conférences que sur les peuples de l'univers entier, le témoignage du vice-président Wallace apporte un document de premier ordre à ceux qui veulent fonder leur opinion sur des éléments précis et objectifs.

En 1944, le président Roosevelt chargea Henry A. Wallace d'une mission en Chine et en Asie soviétique. Il s'agissait de porter à ces pays un message de sympathie et de leur exprimer le désir des Etats-Unis de maintenir, après la guerre, l'étroite collaboration établie durant les hostilités. Il s'agissait aussi d'étudier la vie des populations de l'Asie soviétique et surtout de ces tribus errantes qui, depuis des siècles, se déplacent d'un côté à l'autre de la ligne qui est actuellement frontière entre la Chine et l'U. R. S. S., afin de voir comment il serait possible de pallier les causes éventuelles de conflit entre ces deux nations.

Ma mission en Asie soviétique (R. Julliard, édit.) est le récit de ce qu'a vu l'ex-vice-président des Etats-Unis au cours de ce voyage qui lui fit parcourir à bord d'un Skymaster les vastes étendues du Canada, de l'Asie soviétique jusqu'à Novo-Sibirsk et Tachkent et de la Chine jusqu'à Tchoung King. Il le raconte avec une simplicité et un naturel qui ne cherchent jamais à modifier les aspects de l'expérience vécue.

L'INSTITUT FRANÇAIS DE VIENNE

Le 9 janvier, une brillante soirée réunit au palais Lobkowitz, siège à Vienne de l'Institut français, professeurs, élèves, personnel de notre légation et autorités du haut commissariat de la République.

Longtemps avant le dernier conflit, les profondes et traditionnelles affinités qui unissent les deux pays, et spécialement les deux capitales, avaient autorisé la création à Vienne d'un centre culturel français, qui groupait plusieurs centaines d'étudiants quand l'Anschluss interrompit ses activités. Mais, sitôt l'armistice, le gouvernement français, conscient de l'importance de notre présence spirituelle en Europe centrale, se préoccupa de reprendre les positions perdues.

Chaque jour, de 16 à 19 heures, des cours variés y convient les étudiants : traduction et phonétique, stylistique et phraséologie françaises, histoire de la littérature et histoire de l'art, grammaire et histoire du droit français.

En outre, des conférences de savants ou de professeurs réputés, venus de France, réunissent, chaque mois, un public de spécialistes viennois heureux de renouer des contacts si tragiquement interrompus depuis 1938 et de compléter leur information aux meilleures sources.

Une bibliothèque, enfin, riche de quinze mille volumes, offre aux étudiants en romanisme ou simplement au grand public lettré ami de notre culture une documentation qui s'enrichit chaque jour, mais s'affirme déjà supérieure aux autres ressources locales.

Le général Béthouard prononçant son discours à la soirée du 9 janvier.

A TRAVERS LES EXPOSITIONS

Othon Friesz expose à la Galerie Pétridès une trentaine d'œuvres récentes, dans lesquelles le lyrisme exalté de la technique du peintre n'enlève rien à l'intense poésie et au classicisme de ce maître. Ce sont surtout des vues du *Port de La Rochelle*, où l'artiste a passé ses dernières vacances, et quelques autres prises à Honfleur ou à Toulon. Friesz, qui est originaire du Havre, aime à évoquer toute la vie des ports. Ses touches flamboyantes, son dynamisme paraissent en faire un baroque ; toutefois, il demeure classique par le caractère architectural de ses formes.

Nul ne peut dénier à Jacques Villon d'être un coloriste de la plus délicate espèce. Cet artiste expose les œuvres de ces trois dernières années à la Galerie Carré. Jacques Villon fait partie du groupe des cubistes qui vantaient les mérites de la machine. Il précisait même que « l'apparence mécanique ajoute à l'efficacité artistique ». Toutefois, l'abstraction et le « machinisme » alternent chez lui avec l'impression directe. Et il reste peintre, puisque la théorie chez lui s'efface devant la couleur.

L'œuvre de Fernand Maillaud est en violente antinomie avec celle des cubistes ou des surréalistes. Son art traditionaliste offre une poésie champêtre calme et recueillie. Fernand Maillaud est le peintre du Berry et du Limousin. Grand ami du poète Maurice Rollinat, qu'il entoura de toute sa sollicitude, il aime à évoquer le paysan creusois, la fermière limousine en des scènes simples, mais éternelles. (Galerie Van Ryck.)

« Le Port de La Rochelle », par E. Othon Friesz. (Galerie Pétridès.)

« Bouledogue », par M. Fabre. (Salon des femmes peintres et sculpteurs.)

C'est parmi toute une série d'objets de l'Afrique du Nord que sont exposées les œuvres de L. Scrépel dans le hall de l'Ofalac. Il s'agit d'aquarelles, de dessins et croquis vivants et spontanés pris à Constantine et dans la campagne environnante. Ces compositions, d'un grand intérêt iconographique, conviendraient admirablement à l'illustration d'un ouvrage sur ces régions.

Le Salon des femmes peintres et sculpteurs a ouvert ses portes au palais de New York. Parmi les nombreuses œuvres exposées, il en est peu qui retiennent l'attention : elles n'en sont, d'ailleurs, que plus goûtées ! Cela dit, il convient de citer tout d'abord Marguerite Louppe, dont l'art fin et délicat nous est révélé depuis de nombreuses années et dont le talent est incontestable. Eliane de la Villéon expose des vues de Venise. Renée Rey peint des natures mortes solides et agréables d'harmonie ; *la Mariée* de Peugniez et les études de F. Renault offrent des recherches intéressantes. Parmi les œuvres décoratives, nous nous devons de signaler les exquises verreries de Marie Chauvel.

MAURICE SERULLAZ.

ERRATA

Dans le numéro du 24 janvier, une lettre a été ajoutée par erreur au nom de Jean Couty, qui exposait à la Galerie Katia Granoff.

Dans ce numéro du 31 janvier, les légendes des deux tableaux d'Olga-Maria Rubin-Beaufils, exposés à la Galerie Lucy Krohg, ont été interverties.

GALERIES

"COULEUR DU TEMPS", 9, rue Arsène-Houssaye, MARQUET, GERNEZ, LAPRADE, CERIA, H. de WAROQUIER, WLERICK.

GALERIE ALLARD
20, rue des Capucines - OPE 35-95
SCHWARZ-ABRYS
" MÉNILMONTANT "
jusqu'au samedi 28 février

LES ABONNÉS DE **L'OPINION**
Economique et Financière
n'ont pas été surpris des récents remous qui viennent de se produire à la Bourse de Paris.
Pourquoi ne pas consacrer aussi quelques instants chaque semaine pour suivre la vie de vos valeurs ? Un portefeuille est une « création continue ».
Des renseignements précis et une documentation sérieuse vous sont indispensables.
Lisez chaque semaine
L'OPINION
Economique et Financière
Le journal le mieux informé de la Bourse
Une rédaction exceptionnelle : Ch. RIST, A. SIEGFRIED, L. BAUDIN, J. PERCEROU, F. TREVOUX, P. VIGREUX, H. BUFFANDEAU, A. THIERS, etc.
Trois revues complètes : **Bourse de Paris, Hors Cote, Bourses régionales. Cote complète** des Bourses de Paris et de province, etc.
L'OPINION
ne se vend pas au numéro
Abon. un an : 500 francs ; 6 mois : 280 francs;
Essai un mois : 40 francs.
1, rue Saint-Georges, C. P. Paris 5110-71.

OPÉRA 22-5
Georgette Lené
haute Mode
22, R. GODOT DE MAUROY

PIDAULT, Armurier - BOCHOT, succr
42, rue de l'Arcade, Paris 8e - Tél. : Anj. 36-20

PYRENE PP
Protection contre L'INCENDIE
Ets PHILLIPS & PAIN
MONTROUGE-SEINE

A vendre ILLUSTRATION guerre 14/fin 19 : 173 Nos - 1920 à 1922 : 76 Nos - 1932 à 1934 : 96 Nos - WAHL PLOUGASNOU (Finistère).

DAHLIAS MODERNES
Les plus belles variétés connues
Catalogue franco N° 96
Pépinières Bachelier-Charvot
à CHATEAUROUX (Indre)

UN CADEAU de GOUT est SIGNE
GERFAUX
MAISON FONDÉE EN 1851
EN VENTE DANS LES MEILLEURES MAISONS DE BIBELOTS D'ART
GROS : 5, rue des Haudriettes, PARIS-IIIe. Téléphone ARChives 34-20

1 PORC GRATIS vivant, sevré, castré 600 à vendre à crédit.
Venir choix à 900 f. 5. p. 7.500 f. 10 p. 15.000 f. fco p. emb.
Tarif gratis. Ecr. Porcherie Pont-Chrétien (Indre)

La santé par le brossage du corps
Pour bien vous porter stimulez votre circulation. Contre les rhumatismes rien de tel qu'une friction avec la brosse souple FLEXA.
Demandez sans engagement notice gratuite N° 26
LA BROSSE FLEXIBLE FLEXA A MONTURE EN CAOUTCHOUC

GROS : 8, Rue Rouvet PARIS (19e)
M. et V.
EN VENTE PARTOUT

PHILATÉLIE

L'ACTUALITÉ FRANÇAISE

Voici la reproduction du 6+4 fr. violet, émis le 19 janvier à la mémoire de Louis Braille.

Pour le début de l'année, il se confirme que les émissions suivantes sont en préparation : timbre de poste aérienne *Clément Ader*, complétant la série *Saint-Exupéry* et *Dagnaux* ; vignette de deuil du général Leclerc ; série du « Centenaire de la révolution de 1848 ». Cette émission reproduira probablement les traits principaux des protagonistes du mouvement insurrectionnel.

Les sujets de la série de bienfaisance marocaine dite « Solidarité 1947 » sont les suivants : pour la poste ordinaire, 6+9 fr. *Energie* (barrage et câbles de haute tension) et 10+20 fr. *Santé* (tente de la Croix-Rouge près d'un village indigène) ; pour la poste aérienne, 9+16 fr. *Ravitaillement* (grues déchargeant un navire) et 20+35 fr. *Agriculture* (avion survolant un champ).

J. B.

1 PORC GRATIS vivant, castré. 500 à vendre.
5 p. 7.500 fr. - 10 p. 15.000 fr. fco. Crédit.
Tarif gratis. VALADE, porcs, BRIVE.

AVIS FINANCIER

CRÉDIT LYONNAIS

Situation au 30 novembre 1947

La situation au 30 novembre présente un total de 143.045 millions, soit, par rapport à celle au 31 octobre, une augmentation de 1.449 millions.

Au passif, tandis que les comptes de chèques fléchissent légèrement, les comptes courants progressent de 789 millions et le poste acceptations à payer de 347 millions.

A l'actif, on constate, outre l'augmentation des débiteurs par acceptations, un accroissement de 1.062 millions des comptes courants et de 1.561 millions des avances et débiteurs divers. Le portefeuille effets accuse une diminution de 2.352 millions.

M. DUPUIS, Dessinateur Publicitaire
38, Bd Voltaire, PARIS XIe - Tél. ARoq. 68-84

RUBRIQUE IMMOBILIÈRE

DOMAINE VAUCLUSE. 20 ha vignes, 20 ha polycult. 40 bois. CHATEAU av. conf. mod. Gd parc, FERME et dépend. séparées : cheptel, lib. vente. CABINET PONS, ISLE-S/SORGUE (Vse)

ARCHAT
Parer sa nudité

Lora Lingerie
Voici du goût, du charme et toute l'élégance
Puisque voici "LORA" qui ne fait que pour vous
Sa lingerie exquise où sous ses doigts se fiancent
Qualité, cette Dame, et le Seigneur Bon Goût.

Reconstruction et Equipement

Pour la première fois depuis la Libération, le budget de l'Etat est en équilibre. Mais il reste à financer la reconstruction, la réparation des dommages de guerre et l'amélioration de l'équipement rural et industriel.

Aussi le produit de l'emprunt, actuellement en cours d'émission, sera-t-il, aux termes de la loi du 7 Janvier 1948, affecté à concurrence des deux tiers à la couverture des dépenses faites par l'Etat pour la reconstruction et pour la réparation des dommages de guerre, pour le surplus au financement des travaux d'équipement tant rural qu'industriel.

En souscrivant à cet Emprunt, vous hâterez donc le relèvement économique du pays, condition de la prospérité de tous. Vous pourrez, en outre, si vous êtes assujetti au prélèvement exceptionnel de lutte contre l'inflation,

vous exonérer en totalité de ce prélèvement.

17

8 AU 17 MAI 1948
GRANDE Semaine DE TOURS
RETENEZ VOS EMPLACEMENTS A LA MAIRIE

Le combustible est rare!
Les joints brevetés Superhermit...
vous permettront de faire durer votre attribution plus longtemps en fermant hermétiquement vos portes et fenêtres, supprimant ainsi les déperditions de chaleur, les courants d'air, infiltrations de vent, pluie, bruit, et poussière. Avec l'économie de chauffage ainsi réalisée (40 %) vous récupérerez les frais d'installation en 2 ans ½. Les joints métalliques brevetés Superhermit, garantis 15 ans, sont fournis comme avant guerre, en bronze phosphoreux.
Pour bien comprendre notre procédé, demandez de suite notre documentation N° 101
SUPERHERMIT
79-81, Fbg Poissonnière, Paris
Tél. : Provence 80-89
Brevet mondial
Agents et pose dans toute la France.

Bretelles Ceintures Cravates
FILVER
68-74, rue Désiré - SAINT-ÉTIENNE (Loire)

TÉLÉPHONES
Administration : TRUdaine 82-54
Rédaction : TRUdaine 78-47

France ILLUSTRATION

REVUE HEBDOMADAIRE - 13, rue Saint-Georges, Paris-9e

ADRESSE TÉLÉGRAPHIQUE :
ÉDIFRANCILUS
Chèques postaux : PARIS 4670-19

TARIF DES 4 CATÉGORIES D'ABONNEMENT

L'abonnement n° 1 donne droit aux 49 numéros d'actualités.

L'abonnement n° 2 est formé des 49 numéros d'actualités et de la collection de « France-Illustration littéraire et théâtrale ».

L'abonnement n° 3 se compose des 52 numéros annuels, dont les 3 numéros spéciaux.

L'abonnement n° 4 comprend les 52 numéros annuels, dont les 3 numéros spéciaux, et la collection complète de « France-Illustration littéraire et théâtrale ».

FRANCE ET COLONIES FRANÇAISES :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
Un an . . .	2.250	2.650	2.750	3.150
6 mois . . .	1.125	1.325	1.375	1.575

ÉTRANGER :

	ABONNEMENT N° 1	ABONNEMENT N° 2	ABONNEMENT N° 3	ABONNEMENT N° 4
Un an . . .	2.800	3.300	3.450	3.950
6 mois . . .	1.400	1.650	1.725	1.975

FRANCE-ILLUSTRATION LITTÉRAIRE ET THÉATRALE
(réservée exclusivement à nos abonnés) paraissant le 15 de chaque mois

France et Colonies . . . Un an **400 fr.**
Étranger . . . . . Un an **500 fr.**

Les abonnements partent obligatoirement du 1er de chaque mois. — Les abonnements seront servis dans les limites de la disponibilité du tirage.

Les demandes de changement d'adresse doivent être accompagnées de la dernière bande et de **10** fr. en timbres-poste.

Droits de reproduction pour le texte et les illustrations réservés pour tous pays. — Les manuscrits, insérés ou non, ne sont jamais rendus et ne peuvent faire l'objet d'une réclamation.

TABLE DES MATIÈRES, 4e trimestre 1945 : **4 fr.** ; 1er semestre 1946 : **8 fr.** ; 2e semestre 1946 : **8 fr.** — Frais d'envoi : **3 fr. 50** par fascicule.

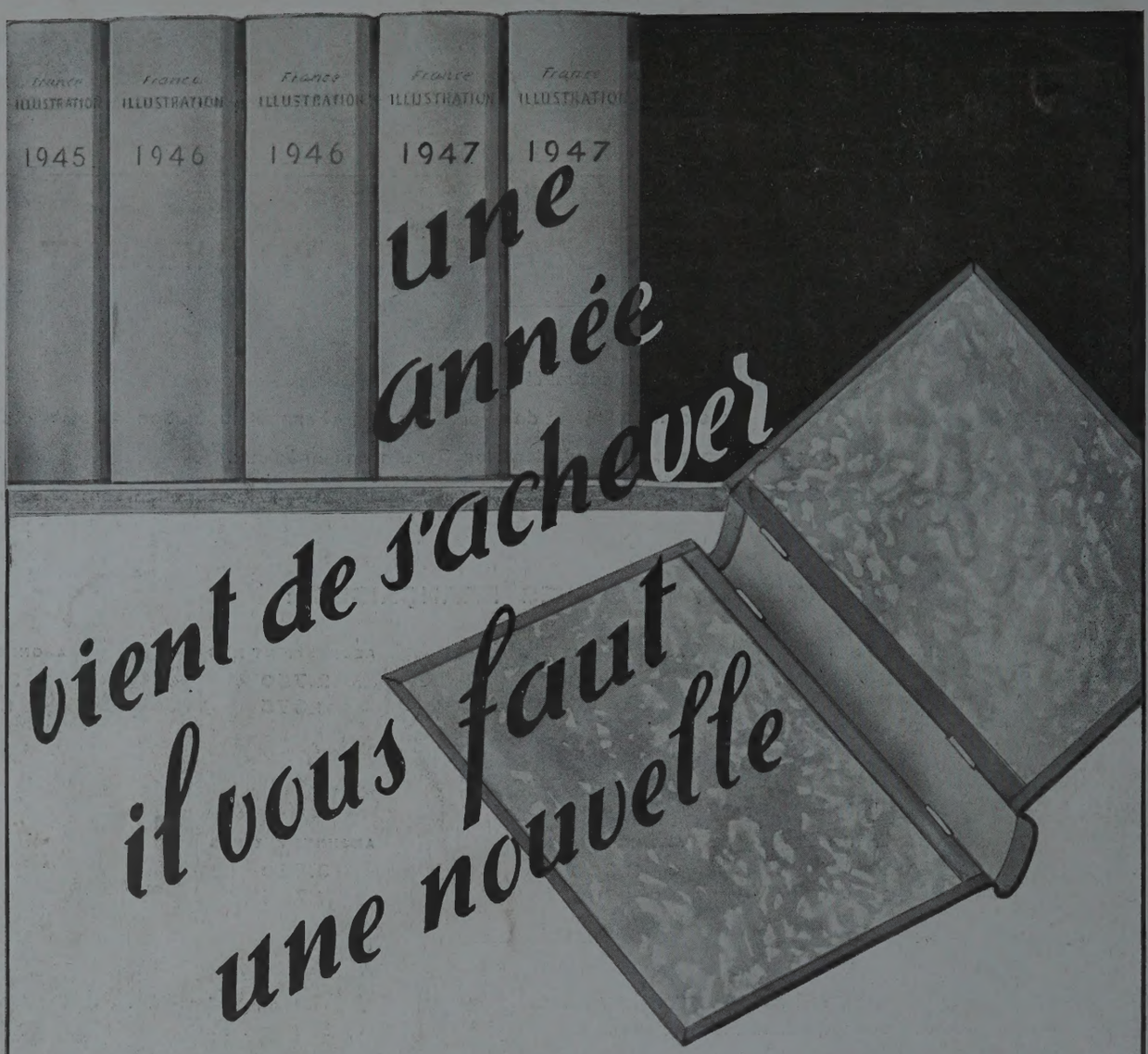
LE **PROCHAIN** NUMÉRO DE

France ILLUSTRATION
LITTÉRAIRE ET THÉATRALE

UNE MORT SANS IMPORTANCE
Pièce en 3 actes et 4 tableaux d'Yvan Noé

SAVROLA
Roman inédit de
WINSTON CHURCHILL

PARAITRA LE 15 FÉVRIER



RELIURE MOBILE "ACLÉ"

(Bie France et Étranger)

POUR

CONSERVER VOTRE COLLECTION

DE

France ILLUSTRATION

2 modèles :

N° 6 : pour 1 trimestre. . . . . **333** fr.

N° 8 : pour 1 semestre. . . . . **339** fr.

Clefs de montage utilisables pour plusieurs reliures

la paire . . . . . **24** fr.

(Ces prix s'entendent livraison à nos bureaux)

FRAIS D'ENVOI A DOMICILE (FRANCE)

pour **1** reliure . . . . . **85** fr.

pour **2** reliures. . . . . **105** fr.

CONDITIONS (SUIVANT TARIF POSTAL) POUR QUANTITÉS ET POUR L'ÉTRANGER

Le Directeur-Gérant : Georges Oudard.

Société Nationale des Entreprises de Presse. — Imprimerie de Bobigny.
Printed in France. — Publication hebdomadaire.

Dépôt légal 1er trimestre 1948.
Imprimeur n° 53.